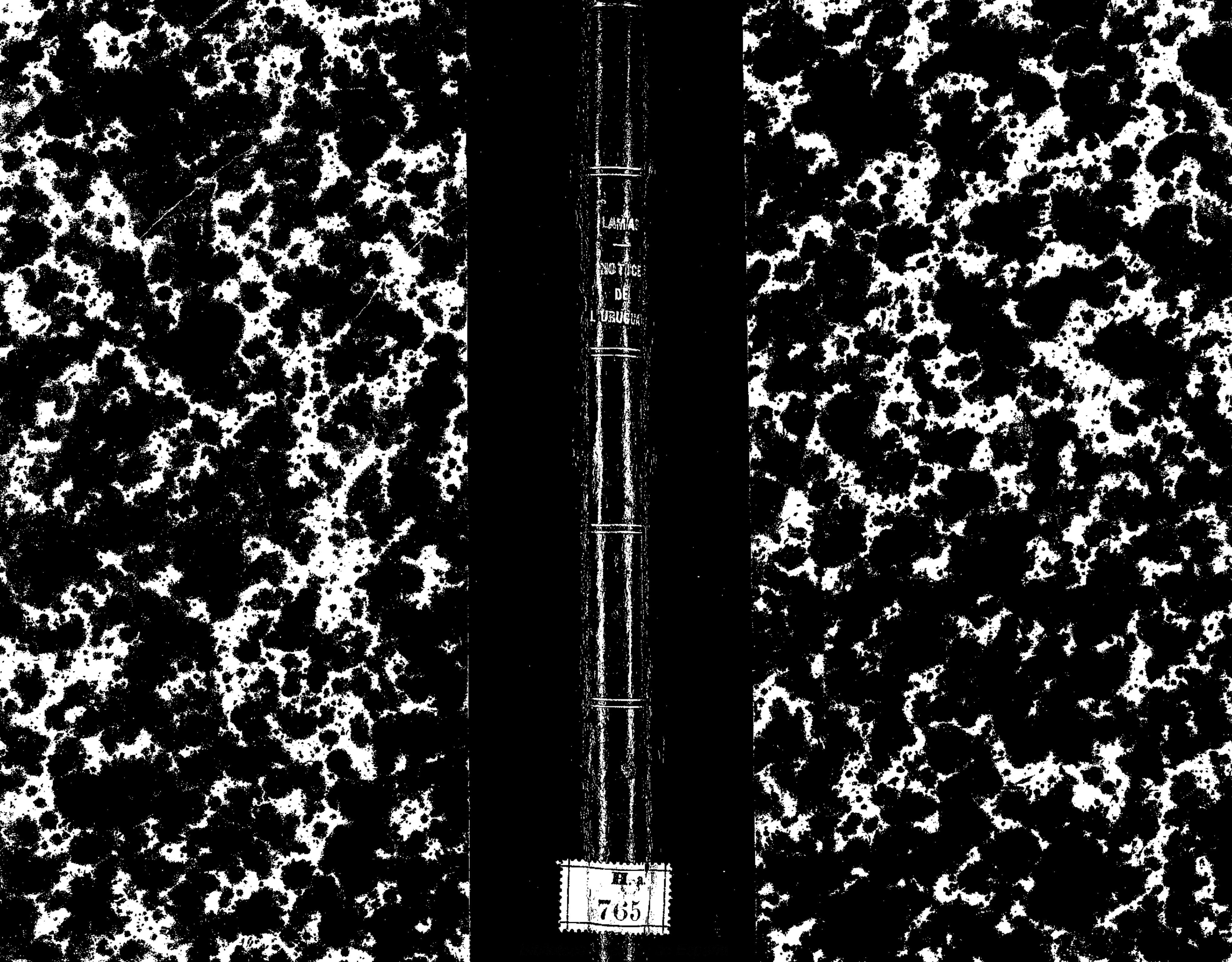
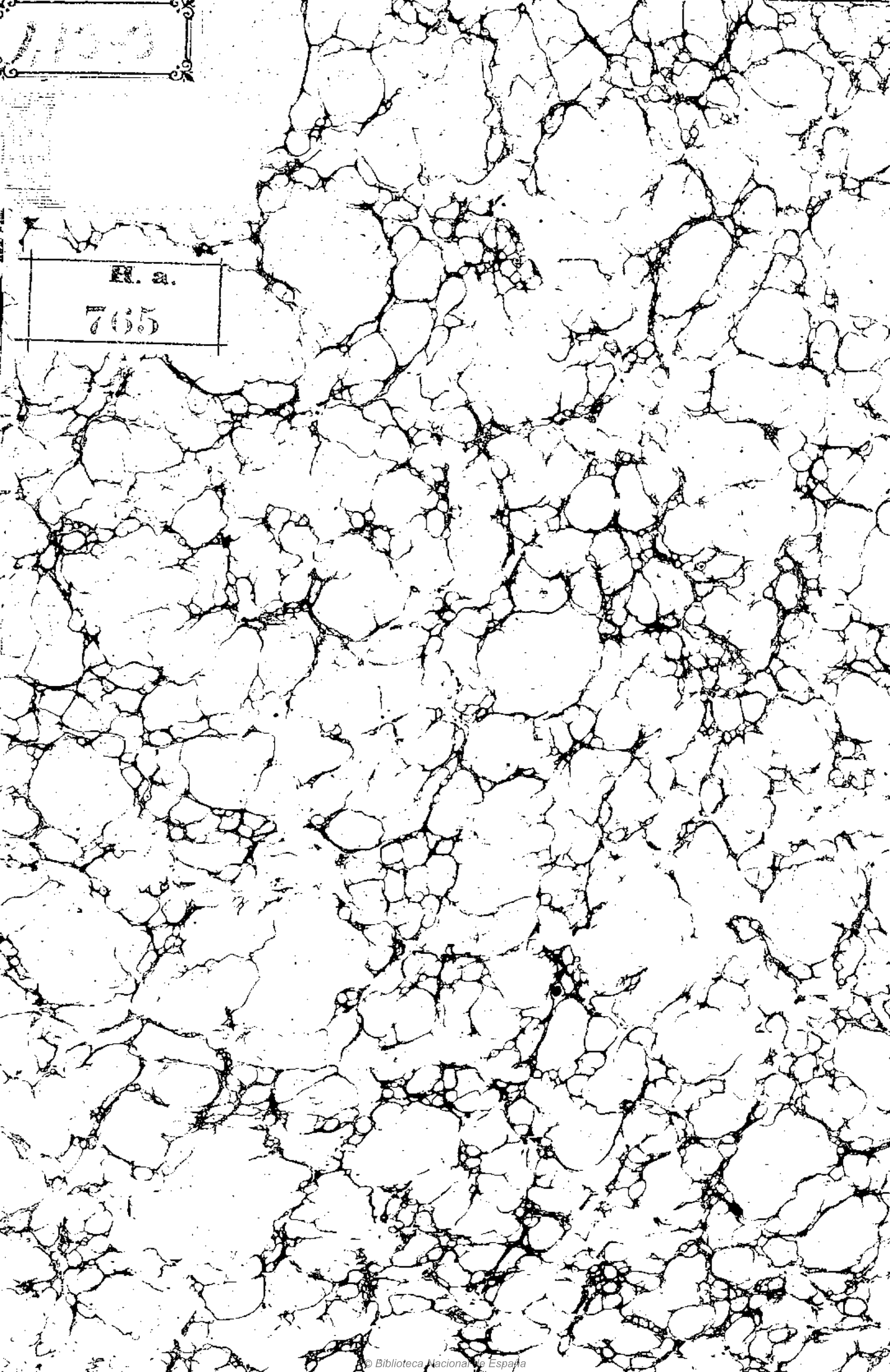
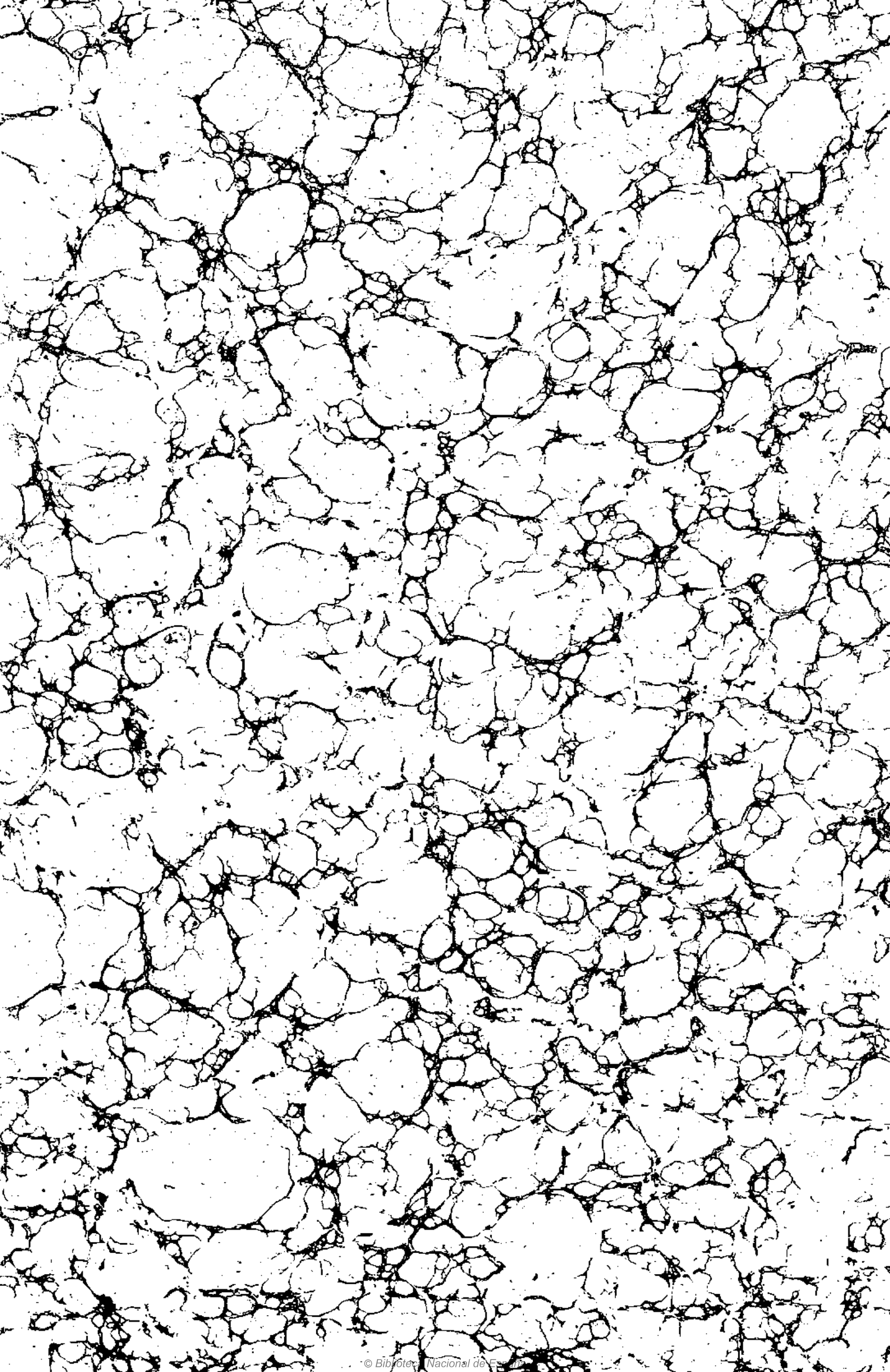

LAMAS
NOTICE
DE
L'URUGUAY
765


R. a.
765



NOTICE

SUR

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE

DE L'URUGUAY

Imprimerie de Gustave Gratiot, 11, rue de la Monnaie.

NOTICE

SUR

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE

DE L'URUGUAY

DOCUMENTS DE STATISTIQUE

CONCERNANT SA POPULATION INDIGÈNE ET EXOTIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DE SA RICHESSE ;

Accompagnés de quelques considérations relatives aux questions politiques et internationales qui s'agitent au Rio de la Plata ;

PAR

DON ANDRES LAMAS

Ministre plénipotentiaire de la république de l'Uruguay près sa majesté l'empereur du Brésil.

TRADUIT DE L'ESPAGNOL.

> Montevideo n'est pas seulement une ville, c'est un symbole ; ce n'est pas seulement un peuple, c'est une espérance : c'est le symbole de l'ordre, c'est l'espérance de la civilisation.
>
> A. DUMAS. *Montevideo* ou *une nouvelle Troie.*



PARIS

GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES

Éditeurs du *Dictionnaire d'Économie Politique*, de la *Collection des principaux Économistes*, du *Dictionnaire du Commerce et des Marchandises*, etc.

14, RUE DE RICHELIEU

1851

PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

La marche du temps, le progrès des idées, et, avant tout, les décrets de la Providence allaient marquer le jour où l'Espagne devait cesser de monopoliser le demi-continent qu'elle possédait dans l'Amérique depuis trois siècles. L'œuvre de Colomb allait enfin donner à l'ancien continent les résultats que son génie avait pressentis : tout un monde nouveau à peupler suffisamment, à civiliser rapidement.

Alors l'Espagne cessa d'être la métropole de l'Amérique du Sud.

Dès ce moment commença cette lutte gigantesque qui devait embrasser bientôt et à la fois quarante-cinq degrés en latitude, depuis la cime des Cordillères aux neiges éternelles, jusqu'au fond des forêts les plus épaisses sous le soleil de l'équateur. Cet immense théâtre, rempli par les scènes homériques de l'indépendance de l'Amérique espagnole, occupe, sur chacun des deux Océans, beaucoup plus de littoral que l'Europe n'en possède sur l'Atlantique.

Il y avait, dans cette grande lutte d'une part, l'effort suprême d'une domination puissante qui voyait s'écrouler l'empire le plus vaste du monde, tandis que d'autre part on y trouvait l'élan irrésistible de tout un monde nouveau qui demandait à vivre de sa vie propre, et non plus d'une vie d'emprunt.

La valeur, l'importance des intérêts mis en présence devaient produire des faits que nous ne craignons pas d'appeler homériques. C'étaient des prodiges de courage, de dévouement et de patriotisme naissant chez les enfants, le disputant au courage, au dévouement à la conscience du devoir accompli qui soutenaient la résistance des pères. Américains et Espagnols furent également dignes de cette race si hardie, si énergique des premiers conquérants qui leur avaient donné le jour.

Lorsque les temps seront venus où un nouvel Homère pourra chanter cette *Iliade* dont les proportions si vastes n'ont pu être encore embrassées et réunies en un faisceau, le monde comprendra tout ce qu'avait fait l'Espagne dans l'Amérique, et aussi tout ce qu'elle perdait.

Mais l'ignorance de ces choses influe, de nos jours, si déplorablement sur les plus grands intérêts de l'Europe et du monde entier, sur les intérêts vitaux, on pourrait dire, de la civilisation même, qu'il faut en gémir très douloureusement, sans cesser toutefois de travailler à dissiper cette aveugle ignorance.

La tâche est rude, pas impossible; elle est délicate, mais honorable, car elle a pour objet l'intérêt le plus général qui puisse exister dans notre époque, c'est d'appeler tous les peuples à la participation des biens que

l'Amérique promet à l'intelligence et au travail des Européens.

L'Amérique du Nord, où se trouve liée en un immense faisceau cette puissante nationalité constituée par les États-Unis, a su forcer le monde entier à accepter son indépendance comme un grand avénement parmi les nations de la terre. Aussi n'avons-nous à nous en occuper que comme point de comparaison pour faire comprendre ce qui doit nécessairement arriver un jour dans l'Amérique du Sud. Celle-ci, en effet, malgré les trois siècles de conquêtes qui avaient pesé sur elle, était restée lettre morte ou plutôt lettre close pour l'Europe entière, grâce à la jalousie de l'Espagne. Tutrice avare des biens de sa pupille, l'Espagne s'était chargée de l'élever à l'ombre du mystère, en la séquestrant soigneusement de tous les regards ; mais l'action de la Providence, plus forte que le pouvoir des hommes, vint, au jour marqué, dévoiler aux yeux du monde entier les trésors que possédait la pupille espagnole.

Toutefois, et dès les premiers temps, c'est à peine si les hommes d'État de l'Europe avaient soupçonné la grandeur de l'acte providentiel qui émancipait, en un jour, tout un monde ignoré ; c'est à peine si, dans les profondeurs des conseils de la Grande-Bretagne, une pensée non de conquête, mais d'exploitation possible, commercialement parlant, osait s'élever pour encourager cette grande émancipation d'un demi-continent; c'est à peine enfin si les autres États de l'Europe, préoccupés alors des guerres napoléoniennes, avaient jeté un regard sur le monde nouveau qui allait s'élever en face de l'Europe sur l'autre bord de l'Océan.

La France surtout, la France qui, depuis plus d'un siècle, et sous la pression de la paix d'Utrecht, semblait avoir abdiqué volontairement sa puissance transatlantique pour se concentrer sur elle-même, la France assista, indifférente, au déploiement de ce papyrus roulé depuis trois siècles devant ses yeux.

En vain, dans d'autres temps, la France avait pris possession de l'Amérique, depuis les glaces du Canada jusqu'aux régions tropicales du Mississipi, entourant ainsi les établissements anglais par le réseau de sa puissance; en vain elle avait posé les jalons de cette même puissance depuis le golfe du Mexique jusqu'à l'Amazone, en peuplant les Antilles et la Louisiane; en vain la pensée si belle et si heureuse de l'amiral de Coligny avait poussé Villegagnon jusqu'à Rio Janeiro; enfin, c'était en vain que nos plus célèbres navigateurs s'illustraient dans la mer des Indes orientales, et qu'à l'époque de la guerre de succession, Louis XIV avait tenté d'ouvrir le commerce du Nouveau-Monde aux peuples de l'ancien continent, comme un des meilleurs moyens d'assurer la paix et l'avenir de l'Europe [1]....... Tout devait être sans fruit, depuis

(1) « ... Ce prince (Philippe V), maître des Indes orientales, pouvait accorder aux Hollandais de grands avantages pour leur commerce, et peut-être supérieurs à ceux qu'ils auraient obtenus de la maison d'Autriche. Un intérêt si sensible paraissait un moyen propre à les porter à la paix.

« Le sieur Ménager, député pour la ville de Rouen au conseil de commerce, bien instruit de ce qui regardait le commerce des Indes occidentales, avait formé un projet suivant les connaissances que son séjour en Espagne lui avait acquises, et prétendait qu'il était facile, en suivant ses idées, *d'assurer, sans préjudice de l'Es-*

que la paix d'Utrecht et le traité de Paris de 1763 nous avaient fait perdre les deux jalons extrêmes de la puissance française dans l'Amérique : au nord, la possession du Canada; au sud, le simple droit de tenir à Buenos-Ayres un comptoir, première concession de la jalouse Espagne, en faveur des bons rapports des deux branches de la maison de Bourbon [1].

Que si l'on demande par qui et pourquoi la France s'est vue ainsi dépouillée de toutes ses possessions, la réponse est une et invariable : elle s'est dépouillée de ses possessions de l'Amérique et de l'Inde, pour en gratifier l'Angleterre, parce qu'elle s'est crue malheureusement obligée de se concentrer en elle-même, au lieu de continuer la mission d'expansion qui est la tâche dévolue par la Providence au génie de la France.

pagne et de concert avec elle, le commerce de toutes les nations de l'Europe au Nouveau-Monde. Le roi goûta ce projet; et comme Ménager eut occasion d'aller à La Haye pour des affaires particulières, Sa Majesté lui permit de communiquer son projet à quelques-uns des principaux de la république de Hollande.

« Il le fit voir au pensionnaire Huiroins, au baron de Dreywenverden et à Wanderdussen; mais quand même ils en auraient jugé favorablement et qu'ils auraient cru du bien de leur patrie de travailler à le faire accepter, les disgrâces de la campagne de 1708 auraient détruit toute espérance de paix.

« Le plan proposé pour le commerce par Ménager aurait pu servir d'introduction à la négociation ; mais il ne fut pas écouté dès qu'il parut que pour base il établirait la condition de laisser au roi Philippe V la couronne d'Espagne et les Indes. »

(Extrait des *Mémoires du marquis de Torcy*, t. I, p. 111, collection Petitot.)

(1) *Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata*, par M. Alfred de Brossard. Paris, Guillaumin et Ce.

Ici un parallèle bien remarquable demande à être apprécié.

Partout où la France a porté l'action de ses aventures ou la force de ses armes, elle a échoué toujours dans sa domination matérielle, malgré les sympathies qu'elle a su éveiller. Et cependant, partout, on peut le dire, ces sympathies ont survécu à sa domination : témoin ce noble Tippo-Saïb qui s'immole dans l'Inde et sacrifie sa puissance à sa foi, à son amour de la France ; témoin l'Espagne qui a combattu héroïquement contre nos armes, mais dont les traditions patriotiques si énergiques n'ont pu résister à l'envahissement des idées françaises. Partout aussi, il faut le dire, l'action sympathique de la France a été funeste ou ruineuse pour les hommes et pour les nations qui l'ont invoquée. Varsovie ! ce seul mot dit toute la force de cette assertion, et, de l'autre bord de l'Océan, un écho lugubre répond déjà au cri de Varsovie, c'est celui de Montevideo. Montevideo et Varsovie, les deux grands holocaustes offerts sur l'autel des sympathies françaises[1]...... Ainsi dans moins d'un siècle, c'est-à-dire

(1) La comparaison de ce qui se passe à Rio de la Plata pour Montevideo avec ce qui s'est passé en Europe par rapport à la Pologne pourrait paraître exagérée aux yeux des hommes peu familiers avec les questions de politique transatlantique qui s'agitent dans l'Amérique du Sud ; — il n'en est rien. — La nationalité polonaise, étouffée par le colosse du Nord, n'a pas augmenté le pouvoir de la Russie en proportion de l'énormité de l'acte, tandis que la reculade de l'Europe devant la ténacité d'un chef de parti au Rio de la Plata jette sur les gouvernements de l'Europe la défaveur d'une faiblesse relative dont la réparation coûtera un jour beaucoup plus de sang et d'argent qu'il n'en a fallu perdre pour

dans moins de temps qu'il n'en a fallu aux États-Unis de l'Amérique pour constituer une forte et puissante nationalité, les sympathies de la France, nouveau Saturne, auront pu dévorer deux nationalités sur les deux continents.

A côté de cette impuissance matérielle de la France à conserver ses conquêtes et de sa toute-puissance sur l'esprit des peuples, nous serons bien étonnés d'observer la marche du rival le plus constant, le plus tenace, le plus habile du génie de la France: c'est le génie de l'Angleterre. Partout ces deux génies ont agi à l'encontre l'un de l'autre, avec des moyens opposés, et partout, jusqu'ici, la France a eu le dessous au point de vue de l'intérêt matériel, quoiqu'elle ait conservé, même vaincue et expulsée, comme dans l'Inde, comme dans l'Amérique, une supériorité d'influence intellectuelle et morale sur l'esprit des peuples.

La cause de cette différence, le mot de cette énigme se trouvent uniquement dans la diversité qui existe entre les tendances du génie des deux nations, ou plutôt des deux races d'hommes appelées à guider toutes les autres, jusqu'à ce que la Providence en décide autrement. La tendance française est spiritualiste et agit, par conséquent, indépendamment des causes matérielles. La tendance anglaise, au contraire, se porte sur les choses, les besoins matériels et positifs de la vie, et elle agit, de son côté, indépendamment de l'esprit des nations sur lesquelles elle s'exerce.

la commettre. Or, la réparation est une nécessité fatale, inévitable pour l'avenir des rapports internationaux entre l'Europe et l'Amérique. Voilà ce qui explique le rapprochement que nous n'hésitons point à faire entre Varsovie et Montevideo.

Dans l'étude de ce contraste de l'action exclusive des deux nations sur les autres nations, des deux races sur les autres races, on trouvera la cause de l'insuccès de la France, mais aussi à côté du mal on verra le remède. Il est en effet certain que le jour où la France voudra agir davantage et raisonner moins, en consultant les instincts, les penchants et les aspirations des autres peuples, au lieu de vouloir impérieusement leur imposer ses tendances par la force du langage, ces mêmes tendances propres au génie de la France, qu'on voit triompher presque partout, même après des échecs répétés, domineront avec d'autant plus de force et d'attrait qu'elles paraîtront moins imposées.

Là est tout le secret des succès que devra obtenir la France, parce que c'est en cela même qu'est le secret des succès de l'Angleterre; et pour formuler plus nettement notre pensée, nous dirons: « Parler moins, agir davantage, » c'est la devise que devrait se donner la France.

On comprend toute la supériorité que pourrait acquérir la France, si, plus modeste et moins prodigue de paroles, elle appliquait à l'action l'excédant du temps et du travail que, dans l'entraînement de son ambition pour briller, elle emploie à parler..... Le don d'initiative est son partage exclusif parmi les nations, c'est là une vérité incontestable; mais non contente de jeter sa pensée comme une semence précieuse, elle la retourne et la torture, au lieu de se borner à l'arroser pour la faire germer. « Parler moins, agir davantage. »

Rien n'est plus vain que de s'ériger en redresseur

des torts, surtout en France où un bon mot, quelque léger qu'il soit, a plus de poids contre la critique qu'un argument solide : aussi, trêve de critique, et passons à l'enseignement, l'enseignement des faits. Dans les faits se trouve la vraie science, la science d'application ; c'est donc dans l'étude philosophique des faits, qu'il faut chercher à connaître les véritables intérêts des nations.

A aucune époque de l'histoire, cette étude sérieuse et pratique n'a été plus utile que de notre temps où l'on voit, en France surtout, les esprits quelquefois même les plus graves refuser d'examiner, d'approfondir les faits, se bornant à en extraire la morale nécessaire ou utile au jour, à l'heure, à la minute, sans s'inquiéter du lendemain. Or, nous posons en principe, dans toute l'assurance d'une conviction absolue, que, dans notre époque, l'étude des intérêts du lendemain est infiniment plus utile aux hommes d'Etat de l'Europe, de la France surtout, que la connaissance parfaite des intérêts ou des faits passés, des intérêts ou des faits présents. Et s'il nous était permis, dans l'humilité de nos convictions, de porter une accusation hardie, nous proclamerions bien haut cette vérité, pour nous passée à l'état de fait : c'est que l'imprévoyance habituelle, systématique ou coupable *des intérêts de l'avenir* de la part des hommes d'État de la France depuis longues années, a jeté le pays dans l'impasse des difficultés *du moment*, où il se débat, au jour, à l'heure, à la minute, sans voir d'issue à sa douleur et sans pouvoir s'occuper de l'avenir, obéré qu'il est, au jour le jour. Que si, plus prévoyante et plus active, la politique de la France avait jeté incessamment les jalons nouveaux qu'exi-

geait l'avenir de son travail intellectuel, commercial, industriel et maritime, l'avenir de la France serait aujourd'hui digne d'envie... Il en est autrement.

Nous ne toucherons qu'en passant à cette plaie saignante que la France nourrit à sa tête; veuille le ciel que le mal ne gagne pas le cœur!

Ce désir, saint pour tous Français, nous porte à offrir au public la traduction d'un travail très remarquable, écrit en Amérique par un Américain.

II

Depuis quelques années, l'opinion publique, émue en France par les cris de détresse de notre commerce dans l'Amérique du Sud et notamment au Rio de la Plata, se préoccupe de ces souffrances. Nos différends avec le gouverneur Rosas ont provoqué depuis longtemps dans la presse une polémique plus ou moins et tour à tour passionnée, aveugle, didactique et raisonnée. Cette polémique, sans trop de suite, ainsi que de nombreux écrits faits au point de vue spécial de chaque écrivain, avaient semé des germes de confusion tels qu'à l'exception de quelques esprits très sérieux parmi nos hommes politiques, l'opinion publique s'égarait dans un océan de doutes au sujet de ce qui se passe au Rio de la Plata. C'est à peine si, au milieu des préoccupations douloureuses de l'époque, ces nombreuses brochures recevaient çà et là l'honneur d'une lecture, d'une citation parlementaire ou littéraire, tant la vérité saillante des faits, cette vérité qui touche et qui frappe, se trouvait disséminée. Il manquait aux grands intérêts européens qui sont en litige

dans l'Amérique du Sud un travail d'ensemble qui les reliât l'un à l'autre par la logique même des faits. Ce travail difficile, parce qu'il exigeait la conscience d'une grande impartialité, est apparu enfin. Il est dû à M. Alfred de Brossard, ancien attaché à une des missions extraordinaires de France à Buenos-Ayres[1]. Ce livre mérite le juste éloge d'une remarquable lucidité d'exposition dans laquelle la finesse et le tact de l'observateur ne le cèdent qu'à la perspicacité de l'homme politique qui comprend une grande question d'avenir.

Eh bien ! ce que M. de Brossard a fait de bon pour les intérêts européens, l'ouvrage dont nous offrons la traduction au public a su l'accomplir aussi en faveur des intérêts américains, avec l'avantage considérable de s'étayer des documents les plus précieux de la statistique locale. C'est là surtout ce qui recommande à l'attention de nos lecteurs les plus studieux l'ouvrage de M. André Lamas, dont nous allons nous occuper.

Ce qui frappe tout d'abord le lecteur, c'est l'élévation des tendances de cet auteur américain pour toutes les gloires, pour toutes les sympathies intellectuelles, morales ou matérielles, dont il connaît, même dont il soupçonne l'existence en Europe. Sa pensée s'élève aussi facilement, du reste, vers les hautes conceptions de l'Européen, qu'elle s'arrête avec regret aux détails intimes de l'insuffisance des lumières qui éclairent encore les masses parmi les Américains. Quant aux sommités de la société américaine, il n'en dit rien, et on lui sait presque bon gré de cette fière précaution oratoire, parce qu'il sait fort bien que ces sommités seront

(1) *Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata*, déjà citées.

jugées par les faits dont abonde son livre. Après avoir établi, dans une brillante introduction, la mutualité, nous dirons presque la solidarité des intérêts réciproques de l'Europe et de ceux de l'Amérique aux points de vue les plus élevés du progrès moral, politique, industriel, commercial et maritime, l'auteur livre à l'appréciation du monde une masse de faits. Chiffres accumulés, déductions logiques et compactes, langage énergique des nombres et vérités mathématiques, tout se trouve dans ce livre, avec tant d'abondance, qu'on se sent entraîné. Cet effet est tellement sensible, que la conviction du lecteur, séduite d'abord par l'éclat du style, se trouve bientôt conquise par la puissance relative des faits et gestes de ces mêmes sommités de la société américaine dont l'auteur que nous traduisons est une des brillantes expressions, intellectuellement parlant. Ce qui rend, par-dessus tout, le livre dont nous nous occupons intéressant et remarquable, c'est le mérite bien grand, aux yeux des hommes sérieux, d'être le premier, écrit dans l'Amérique du Sud, qui renferme les données les plus capables d'exciter la curiosité des économistes européens, au point de vue des grands intérêts internationaux qui doivent être posés comme base fondamentale de nos rapports. Cette base ainsi comprise et fortement établie donnerait une juste satisfaction aux nécessités actuelles de l'Europe, et devrait assurer aux deux continents une mutuelle et incalculable prospérité.

Tel est le principal point de vue qu'examine M. André Lamas, avec une grande supériorité d'appréciation, sous le titre modeste de *Notice sur la république de l'Uruguay*. L'auteur donne, en outre, un historique

politique, économique et social des grandes choses qui se passent ou se préparent dans l'Amérique presque à l'insu de l'Europe, et dont Montevideo est, on peut le dire, le redoutable laboratoire, depuis neuf ans que dure le siége de cette malheureuse cité. M. André Lamas, depuis longtemps ministre plénipotentiaire de la république de l'Uruguay près Sa Majesté l'Empereur du Brésil, porte un nom avantageusement connu à Montevideo par les travaux d'organisation intérieure dus à don Louis Lamas, son père, forte tête d'homme de cœur.

Dire que l'auteur de ce travail a été lui-même un des acteurs des choses qu'il raconte, ce serait peut-être jeter sur ses appréciations une teinte de partialité. Mais cette vaine crainte disparaîtra à la lecture de l'introduction dont M. Lamas fait précéder son livre. Les pensées sérieuses, élevées, pratiques, qui forment l'atmosphère de ses méditations, repoussent toute idée petite. Il n'admet au contraire que les plus saines et les plus heureuses théories de l'économie politique, et la libéralité de son esprit le dispute seule à l'élévation des principes qu'il pose comme bases imprescriptibles des rapports internationaux entre l'Europe et l'Amérique.

Cette grande question, la plus importante, sans contredit, de toutes celles qui s'agitent entre les peuples, dans notre époque de transition si remarquable sous quelque point de vue qu'on l'envisage, cette question des rapports internationaux à établir entre l'Europe et l'Amérique est traitée par don André Lamas avec une ampleur de vues, une délicatesse et une conscience de la justice qui fait le plus

grand honneur à l'intelligente perspicacité de l'auteur.

Il serait à désirer que les économistes et les légistes de l'Europe s'appliquassent à l'étude de nos rapports transatlantiques avec le zèle et les convictions éclairées que don André Lamas, économiste et légiste studieux de l'Amérique, a mis à définir les rapports véritables qui doivent exister entre les intérêts bien entendus et réciproques de l'Europe et de l'Amérique. Alors on verrait les hommes et les choses de l'Amérique du Sud pris au sérieux en théorie, comme, dans la pratique, on a dû prendre au sérieux hommes et choses de l'Amérique du Nord. Alors on comprendrait que si les États du Sud de l'Amérique ont encore à lutter contre les obstacles mis à leur organisation politique, ce n'est ni faute d'intelligence, ni faute de vouloir, mais seulement faute d'éducation primitive, de cette éducation méthodique et laborieuse que la race saxonne a transportée partout, tandis qu'elle a toujours et partout été négligée par la race latine. Alors, enfin, notre superbe européenne, guindée dans l'étroitesse relative de notre territoire qui équivaut à une section, nous dirons presque une simple province de l'Amérique, daignerait comprendre que si la puissance des nations peut résider dans le nombre des bras, la richesse des pays émane tout d'abord de l'étendue, de la valeur intrinsèque et de la fécondité du sol. Or, sous ces derniers rapports, l'Europe est aussi inférieure à l'Amérique, qu'elle lui est supérieure par le nombre et les aptitudes de ses populations, et, pour les hommes qui pensent, cette appréciation est de la plus haute importance, car ils doivent comprendre qu'un simple déplacement de population peut et doit

rompre tout l'équilibre européen. Nous tenons à développer cette idée, à peu près neuve encore, dans l'étude de l'économie politique appliquée aux rapports de l'Europe avec l'Amérique.

En considérant la rapidité avec laquelle, dans les premières années de ce siècle, une nation née dans les dernières années du siècle passé s'est élevée au rang des premières puissances du monde, on se demande : Qui l'aurait cru? Le même phénomène se reproduit dans l'Amérique du Sud que la Providence semble avoir créée tout exprès pour balancer les destinées des États-Unis de l'Amérique du Nord. Le retard qu'éprouve la Sud-Amérique dans l'accomplissement de cette tâche ne tient nullement à des causes locales, mais uniquement à des causes toutes personnelles et inhérentes au vice radical de l'éducation des populations issues des Espagnols. La preuve évidente de la vérité de cette assertion ressort de l'état social du vaste empire du Brésil, voisin des républiques hispano-américaines, et peuplé par les Portugais. La différence qui existe dans le caractère de ces deux branches de la race latine, l'ibérique et la lusitanique, peut se définir en deux mots : incurie généreuse jusqu'à la prodigalité chez les descendants des Espagnols ; sentiment de conservation poussé jusqu'à la ténacité, jusqu'à l'avidité chez les descendants des Portugais. De cette différence est résulté un état social digne de remarque dans les deux nationalités : ainsi, tandis que les populations espagnoles de l'Amérique du Sud ont employé le demi-siècle qui s'est presque écoulé depuis leur indépendance à s'entre-déchirer par d'incessantes guerres civiles, le Brésil, enveloppé dans le ré-

seau d'anarchie que ses voisins s'étudient, pour ainsi dire, à étendre autour de ses frontières, a mis à grand profit le quart de siècle que compte à peine son indépendance pour améliorer sa situation matérielle et morale, en ayant su éviter ou étouffer toutes guerres civiles. Aussi, les progrès de tout genre faits par ce pays ont-ils permis aux descendants des Portugais de posséder une capitale dont la grandeur fait pâlir l'antique capitale de la métropole. Rio Janeiro a grandi en effet de toute la richesse que l'émigration de la royauté portugaise avait enlevée à Lisbonne, lorsque Jean VI abandonna le Portugal devant les armées de la France. D'autre part cette richesse s'est accrue de tous les biens que peut produire la paix sous un gouvernement paternel et au milieu des incommensurables éléments de prospérité que renferme le Brésil.

Toutefois le retard qu'éprouvent les descendants des Espagnols voisins du Brésil à marcher régulièrement dans la voie des progrès n'est qu'une question de temps. On peut même espérer de voir l'esprit d'ordre et de règle qui dirige la politique du Brésil s'introniser bientôt dans les pays voisins, puisque le désordre habituel de ces dernières contrées, où la race espagnole vit dans un état de *douce anarchie permanente,* n'a pu, malgré tous les efforts qui ont été tentés, s'inféoder dans le Brésil. Ce sont, en effet, deux états de choses qui luttent, deux états sociaux qui tendent à s'exclure : il faut que des deux faits co-existants à si peu de distance : *ordre* et *désordre,* l'un des deux absorbe l'autre. Espérons en faveur de l'ordre!

En présence de cet avenir très prochain pour l'Amérique du Sud, n'est-il pas temps, en vérité, que

l'Europe s'éveille de l'espèce de léthargie intellectuelle dans laquelle elle paraît se complaire, pour toutes les questions qui touchent aux choses de l'Amérique? On croirait presque que ce mot d'Amérique ne représente aujourd'hui comme jadis, voilà trois ou quatre siècles, que l'idée à peine ébauchée de colonies naissantes ou d'îles désertes, dignes au plus de l'attention ou des efforts de quelques aventuriers!

Erreur, erreur profonde autant que funeste aux intérêts de l'Europe tout entière, mais surtout à l'industrie de l'Angleterre et aux besoins impérieux de la France, depuis qu'un ébranlement immense a pu mettre en question l'existence sociale de ces deux puissances, celle de la France surtout.

A voir la ligne de conduite que semble suivre la politique anglaise dans l'Amérique du Sud, depuis qu'elle y a fait sentir son action, on pourrait croire que cette politique, toujours et partout si intelligente dans les questions transatlantiques, a été frappée, là, de cécité. Ainsi, ce n'est pas sans un étonnement mêlé d'inquiétude qu'on a pu entendre lord Palmerston, qui venait d'ouvrir à coups de canon l'Empire-Céleste à l'opium de l'empire britannique de l'Inde, jeter, du haut de la tribune, un sourire de pitié sur l'ouverture du Parana aux onze cents lieues de parcours et sur l'ouverture du Paraguay, cette petite Chine de l'Amérique.

Mais les hommes graves, les bons esprits ont dû soupçonner lord Palmerston d'incrédulité en ses propres paroles, lorsqu'il disait à son pays, qui est le plus manufacturier du monde : « Pourquoi penser au Paraguay, pays pauvre, sans produits et sans consom-

mation? Portez plutôt la vue sur l'Empire-Céleste : là vous trouverez trois cents millions de consommateurs, etc., etc. »

N'en déplaise au noble lord, il n'y a pas en Europe un économiste digne de ce nom qui n'ait vu, dans ce qu'on pourrait appeler une velléité toute chinoise, l'amour caché, et très caché de lord Palmerston, pour cette bonne population du Paraguay, qui a pu vivre, trente ans durant, sans sourciller, sous la verge du docteur Francia.

Nul économiste n'oserait en effet soutenir qu'entre une population exubérante et misérable, et une autre population qui vit dans l'abondance des biens nécessaires, au point d'ignorer ces grands mots de l'Europe : *épargne et besoin*, il pût y avoir hésitation pour le génie du commerce. Le commerce, il est vrai, demande des consommateurs, mais il les lui faut pouvant produire au delà et non en-deçà de leurs propres besoins, afin qu'ils aient des valeurs de leur sol à offrir en échange des produits étrangers. Or, l'insuffisance du produit est le cas des consommateurs chinois (chez lesquels le pauvre est pauvre jusqu'à mourir de faim), si on les compare aux consommateurs avides qui, dans l'Amérique du Sud, appellent de tous leurs vœux les goûts, les produits, les besoins de l'Europe. La condition sociale de ces derniers est pleine d'attraction pour notre commerce, surtout pour notre industrie, qui se trouve précisément repoussée par l'industrie de la Chine.

Il est donc clair que la répulsion manifestée par lord Palmerston pour l'Amérique du Sud ne saurait être prise au sérieux, et on serait autorisé à croire, dès

lors, qu'un motif secret agit dans l'esprit du noble lord, et qu'il est assez puissant pour le porter à se faire l'éditeur responsable d'un anachronisme ou d'un non-sens en économie politique.

Quelques esprits sérieux pensent, avec raison, que la politique de lord Palmerston (car elle est sienne), dans l'Amérique du Sud, est de s'opposer à l'influence de la France, ce qui l'aurait porté à rompre violemment, dans la dernière négociation collective, l'accord par lequel les deux gouvernements auraient vu grandir de front leur mutuelle influence. — Tout acte politique a sa raison d'être, et, dans cette rupture, lord Palmerston a vu nécessairement un avantage plus grand que dans la continuation de l'entente cordiale.

Si nous nous sommes étendus sur ce point spécial du long drame qui se joue à Rio de la Plata, ce n'est pas qu'un vain désir de blâme nous excite; nos vues vont fort au delà d'une polémique pointilleuse; mais c'est que de cet acte final de l'entente cordiale découle pour nous une conséquence fort grave, c'est la crainte de voir la considération de la France s'amoindrissant dans le Nouveau-Monde à mesure que son énergie dans l'Amérique fléchirait sous une pression évidente ou cachée de la politique anglaise.

Ce mal, considérable en lui-même, devient énorme dès qu'on réfléchit à son action sur toutes les autres branches de la race latine qui se verraient amoindries en Amérique, aux yeux du monde entier, en raison de l'amoindrissement subi par la France, qui se trouve à la tête de la race latine.

III

Ici se présente à la pensée de l'observateur cette profonde question, peu appréciable encore, quant à ses résultats, de la prédominance définitive de l'une des grandes races existantes sur toutes les autres.

Nous ne voulons pas aborder un sujet si grave d'une manière insuffisante, mais nous ferons observer incidemment que le continent américain étant sous la domination intellectuelle et physique de deux seules races, l'anglo-saxonne dans le nord et la latine dans le sud, il est très évident qu'un dilemme fatal se trouve posé entre elles, à savoir : si l'une devra dominer l'autre, ou si les deux races pourront, par des progrès analogues, équilibrer leur mutuelle influence de manière à neutraliser les effets délétères.

L'un ou l'autre effet de ce dilemme est d'une réalisation nécessaire, fatale, si l'on considère que l'Amérique (à l'inverse de l'Europe émaillée de familles et de branches diverses des races qui couvrent son sol), ne renferme, nous l'avons dit, que deux grandes races conquérantes.

Les conquérants sont aujourd'hui maîtres, sans dispute, du sol d'où les aborigènes disparaissent peu à peu; — il est donc indispensable que l'énergie et toutes les facultés de ces nouveaux maîtres de l'Amérique s'appliquent à la paix ou à la guerre, au développement

de tous les progrès sociaux ou à la destruction brutale de toute base sociale.

A Dieu ne plaise qu'une vaine frayeur vienne égarer notre jugement, et c'est pourquoi nous admettrons sans peine l'hypothèse la plus favorable; car nous en voyons les garants d'une part dans l'esprit solide et positif de l'Américain du Nord, et d'autre part dans l'absence d'ambition relative chez l'habitant du Sud du continent américain.

Mais de ce que les deux parties de ce continent ne sont pas nécessairement appelées à voir leurs populations s'ébranler en masse et se ruer l'une contre l'autre pour s'entre-dévorer, il ne s'ensuit pas que l'une des deux races ne soit pas menacée de la domination de l'autre.

Déjà les faits ont parlé. Le Texas annexé, la Californie acquise, le Mexique menacé : tels sont les préludes de la domination inouïe à laquelle semblerait aspirer la race si énergique de l'Amérique du nord.

S'effrayer au préalable d'une éventualité qui donnerait la supériorité absolue à la race anglo-saxonne serait le fait d'esprits pusillanimes; car l'influence de cette race est non-seulement utile pour elle-même, mais encore nécessaire à celle de la race latine. Il ne s'agit donc nullement de la repousser, mais, au contraire, d'aider à son développement en neutralisant toutefois ce qu'elle pourrait avoir d'excessif.

Cette neutralisation de tout ce qui toucherait à l'excès dans l'influence anglo-saxonne doit donc être le principal objet du travail de la race latine et le but de tous ses efforts. La tâche en sera d'autant plus facile à la France, agissant pour la race latine, que nous avons

déjà vu son influence, toute spiritualiste, opérer en dehors des faits matériels, même les plus contraires à ses intérêts. Elle atteindra sûrement ce but au moyen d'un courant régulier d'émigration qui s'établirait des chefs-lieux européens de la race latine, et notamment de la France, vers l'Amérique du Sud. Ces pensées sont si vraies, elles sont tellement dans les instincts actuels de la race latine, que l'émigration spontanée que la France avait vue se former dans ces dernières années chez elle, fut immédiatement suivie d'un semblable mouvement dans l'Espagne et dans l'Italie. La progression de ce mouvement d'émigration avait atteint, en peu d'années, la proportion de 1 à 6 pour la France et de 1 à 5 pour l'Italie.

Alors lord Palmerston, effrayé à tort de ce mouvement en avant de la race latine (qui allait cependant consommer au Rio de la Plata des produits anglais que ces mêmes émigrants n'auraient pu consommer en Europe), lord Palmerston, disons-nous, s'efforça d'arrêter cette émigration du midi de l'Europe, voulant par là venir en aide à la race anglo-saxonne. Il a donc travaillé de toutes ses forces à détruire l'influence de la race latine dans l'Amérique du Sud, et il l'a battue en brèche partout où il a pu l'atteindre.

Comme corollaire de ce fait, la politique anglaise a posé déjà tout autour de la Sud-Amérique ces jalons fameux qui enveloppent la moitié du continent, depuis l'incroyable, mais très réel royaume des Mosquitos jusqu'au cap Horn, près duquel l'Angleterre possède les îles Malouines, tandis que sur le Pacifique elle exploite, par des compagnies privilégiées, la navigation à la vapeur sur tout le littoral, depuis le Chili jusqu'à San-

Francisco, c'est-à-dire sur dix-sept cents lieues de côtes.

Ces détails, qui prolongent une digression utile, nous permettent de faire appel de notre côté non-seulement à la race latine, mais encore à toutes les races civilisées sans exception pour les porter à agir, concurremment avec la race anglo-saxonne, à la grande œuvre, non de la conquête matérielle ni même morale de l'Amérique du Sud, mais à l'œuvre de son défrichement, à l'œuvre de la navigation de cette immense canalisation fluviale qui la sillonne du nord au sud et de l'ouest à l'est, à l'œuvre enfin de la civilisation à implanter dans ses déserts inutiles aujourd'hui pour l'Europe, inutiles pour l'Amérique elle-même. Il faut que ces grandes choses s'accomplissent par tous, afin qu'elles soient pour tous au lieu de devenir le patrimoine exclusif de quelques-uns. Il faut que l'Amérique comprenne, comme l'a si bien dit M. Lamas, ce digne Américain dont nous cherchons à interpréter la pensée, que l'intérêt général de l'Amérique appelle les sympathies de l'Europe au lieu de les repousser. Il faut enfin que l'Europe et l'Amérique unissent leurs efforts pour refouler la barbarie qui lutte encore dans leur sein même : ici, à cause des excès de la civilisation, là, à cause de son absence. Or, l'intérêt des deux continents est tellement solidaire l'un de l'autre dans cette action commune que, de l'entente ou de la mésintelligence entre les deux hémisphères, devra résulter, fatalement, le triomphe de la civilisation, ou bien sa ruine sous les coups redoublés de la double barbarie que nous venons de signaler.

En facilitant l'émigration de cette partie de la population européenne dont les bras improductifs, faute d'un travail suffisamment rémunéré, surchargent le sol de

consommateurs infructueux, on obtiendra incontestablement deux grands biens. D'une part, en effet, ces émigrants iront produire, dans l'Amérique, bien au delà de leurs besoins, en remuant les éléments de travail qui abondent dans ces pays lointains, mais qui y demeurent inertes aujourd'hui dans l'isolement et l'abandon. D'autre part, les émigrants deviendront des consommateurs utiles pour leur pays natal, d'où ils feront venir les produits manufacturés ou naturels pour les échanger contre les produits obtenus par leur propre travail loin de la mère-patrie, au sol de laquelle ils ne pouvaient pas arracher même le nécessaire.

Ces notions sont des plus élémentaires en économie politique.

Que la lumière se fasse donc sur les véritables intérêts de l'Europe et de l'Amérique, et les prétentions rivales s'effaceront d'une part, tandis que de l'autre part les barbares des deux hémisphères seront neutralisés ou anéantis par la loi imprescriptible de la conservation et du progrès social qui est en définitive la mission de l'humanité. *Fiat lux!*

IV

Les considérations auxquelles nous nous sommes livré jusqu'ici et les appréciations que nous en avons déduites sont le résultat des impressions diverses laissées dans notre esprit par la lecture de l'œuvre que nous annonçons au public.

Sans vouloir rendre don André Lamas responsable des effets produits chez nous par la lecture de son livre, nous avons dit ces effets.

Il est temps maintenant de parcourir rapidement ce livre rempli de faits, ou de dire pourquoi nous ne le parcourons pas, en laissant aux lecteurs le soin d'étudier dans le texte les belles et bonnes pensées de l'auteur, malgré l'imperfection d'une traduction aussi fidèle toutefois que le comporte la nature du sujet. Une difficulté analogue se fait sentir dans le travail qu'exige l'analyse d'un gros livre rempli de traits aussi larges que profonds au point de vue de l'économie politique, la plus utile à appliquer aux rapports internationaux de l'Europe et de l'Amérique du Sud. Les beautés du texte ne peuvent être analysées; il faut les lire. Quant au système international inauguré par M. Lamas, il en pose la base sur les faits de statistique qu'on ne saurait analyser davantage.

M. Lamas a bien compris toute la valeur, toute la force, toute l'autorité de la statistique pour l'appréciation des considérations philosophiques qu'inspire l'étude de son pays natal aux hommes sérieux qui ont voulu s'y livrer en Europe.

Ces hommes, si peu nombreux qu'ils soient jusqu'ici, comptent cependant des noms de premier ordre parmi les publicistes, les moralistes, les hommes politiques surtout; mais les notions venues de ces contrées lointaines n'avaient pas encore excité l'attention et les recherches de ces hommes positifs, froids et calculateurs qu'on appelle les statisticiens.

Cette lacune, si défavorable à la cause que la ville de Montevideo plaide depuis neuf années devant le tribu-

nal de la raison européenne, au prix du sang le plus généreux, des sacrifices les plus inouïs, cette lacune, il faut le dire, vient d'être remplie d'une manière heureuse par don André Lamas, enfant de Montevideo.

Élevé successivement jusqu'aux hautes charges de l'État dans son pays, M. Lamas a pu puiser aux sources mêmes des faits. C'est là ce qui promet à son travail l'attention des hommes sérieux de l'Europe, comme il a su lui-même s'attirer celle des sommités de la société brésilienne au milieu de laquelle il a rempli avec succès la rude tâche de plaider en faveur du faible abattu et appauvri, contre le fort victorieux et enrichi.

Nourri de son sujet et fier de pouvoir tout d'abord élever son pays dans l'estime des hommes graves en Europe, M. Lamas aborde sans hésiter les chiffres qui parlent le plus haut en faveur ou contre l'état social du pays qu'on veut étudier.

Il fait plus, il ne recule pas devant une comparaison, devant un parallèle corps à corps avec le colosse des États-Unis, parallèle que nulle nationalité, excepté celle à laquelle appartient M. Lamas, n'oserait soutenir dans notre époque.

Prospérité nationale fondée sur l'augmentation de la population, prospérité commerciale établie par les revenus des douanes, unique canal qui alimente les coffres de l'État, don André Lamas compulse tout avec la rigidité arithmétique du statisticien scrupuleux, et il en fait ressortir avec une évidence absolue des vérités frappantes que nous allons résumer, formuler par ordre et dont nous recommandons l'examen au lecteur.

1° Que la république de l'Uruguay, dont le territoire ne forme pas même la *vingtième partie* du territoire qui composait jadis la vice-royauté de Buenos-Ayres, a cependant pu produire, après quelques années de véritable indépendance, 50 pour cent de plus que ce qu'avait retiré l'Espagne, sous le régime colonial, de toutes les rentes de la vice-royauté.

A l'appui de cette assertion, l'auteur cite le chiffre officiel des revenus, qui fut, en 1779, de 1,950,803 piastres, tandis qu'en 1842, la treizième année de l'indépendance de Montevideo, le budget des recettes s'élevait à 3,500,000 piastres, monnaie courante, soit 2,916,666 piastres fortes.

2° Que si la population des États-Unis a été presque quintuplée dans l'espace de cinquante-cinq à soixante ans, celle de la petite république de l'Urugnay s'est augmentée d'environ 75 pour cent dans l'espace de six années seulement. Cette infériorité relative disparaîtra dès qu'on aura égard à la progression (incalculable dans ses résultats) que prenait la population dans la république de l'Uruguay. Deux chiffres mis en présence par M. Lamas feront comprendre quelles proportions aurait pu atteindre cette progression due à l'émigration des Européens.

En 1836. . .	998	émigrants	français.
En 1842. . .	5238	*id.*	*id.*
En 1836. . .	512	*id.*	italiens.
En 1842. . .	2515	*id.*	*id.*

Quel plus beau commentaire en effet!

3° Quant aux revenus comparés, M. Lamas nous montre ceux des États-Unis dont l'importance s'est trouvée triplée dans l'espace de trente ans (1791 à 1821), et le dernier chiffre augmenté de 200 pour cent encore dans les onze années suivantes (1821 à 1832). A côté de cette étonnante prospérité de ses voisins du Nord, don André Lamas étale les progrès non moins étonnants de son propre pays, toute proportion d'importance étant gardée, et il fait voir le revenu primitif de la république s'élevant progressivement de 700,000 piastres à 3,500,000 dans l'espace de treize années seulement, malgré les tâtonnements administratifs qui étaient le propre de l'expérience à acquérir par son pays dans le *self-government*.

Ces trois grands arguments posés en faveur de sa patrie, l'auteur développe et fait ressortir les effets de l'indépendance nationale sur toutes les sources de la prospérité publique dans un pays neuf, et dont tous les éléments de travail sont encore enveloppés dans une infructueuse virginité. Ainsi le chiffre des importations et des exportations presque quadruplé en treize années, et le mouvement maritime augmenté de deux fois et demie son importance quant au nombre de tonneaux, dans le jaugeage des bâtiments venus d'outre-mer, tels sont les indices remarquables de la rapidité du développement de la prospérité publique dans la république de l'Uruguay.

Ces résultats de l'indépendance appliquée au progrès matériel du pays sont d'autant plus frappants que, tandis que le mouvement maritime augmentait de deux fois et demie son importance, on voit le chiffre des importations s'élever à quatre fois sa valeur pri-

mitive, et provoquer par là même une exportation analogue. Cette remarque est très intéressante, parce qu'elle prouve que l'activité commerciale allait extirpant, pour ainsi dire, du cœur du pays, des richesses de lui inconnues, comme une source d'eau vive qui s'élargit et se renforce à mesure qu'on la creuse.

Nous empruntons à l'introduction de l'ouvrage de M. Lamas ces seuls considérants pour faire comprendre tout d'abord sur quelle solide base il a fondé son travail, partout empreint d'un esprit éclairé de patriotisme et de raison. Du reste, nous n'oserions pas nous livrer à l'analyse de cette première partie du livre de M. Lamas. L'introduction de ce livre ne saurait être analysée; il faut la lire, parce qu'elle est à elle seule tout l'esprit du livre, son âme et son cœur. Les autres parties, toutes pleines qu'elles soient de verve originale ou d'appréciations philosophiques les plus élevées, ne doivent être considérées que comme les pièces justificatives de ce que M. Lamas appelle modestement son introduction. Il résulte de l'état du travail de M. Lamas que si les nombreux tableaux et les documents très nombreux qui forment la partie la plus volumineuse de son livre sont adressés surtout aux lecteurs graves qui s'occupent de l'économie politique et des recherches de la statistique, son introduction, au contraire, s'adresse aux lecteurs de toutes les classes, de tous les rangs de la société. C'est la pensée américaine qui se présente au coin du feu de l'Européen, sans prétention comme sans fard, pleine de cette verve puisée à la chaleur du beau soleil qui l'éclaire; et, fille aimante et pure de la pensée européenne, elle

vient invoquer de sa mère un peu des sympathies qui vibrent fortement au dedans de son cœur.

Telle est l'introduction dont M. Lamas a fait précéder son livre. Nous n'oserions jamais la défigurer par une froide analyse, et nous nous hâtons de la publier avant que le livre même puisse être livré à l'impression. Seulement nous la ferons suivre du *sommaire* des matières contenues dans le corps de l'ouvrage, qui sera publié plus tard à l'intention surtout des lecteurs rigides qui ne cèdent qu'à la force des nombres, c'est-à-dire à la puissance du chiffre.

FIN DE LA PRÉFACE DU TRADUCTEUR.

Rio de Janeiro, 22 septembre 1850.

A Monsieur A. THIERS, a Paris.

Monsieur,

Depuis plusieurs années je vous dois une profonde reconnaissance : vous avez daigné, en 1844, répandre sur mon nom, humble et obscur, l'éclatante lumière qui jaillit de votre talent oratoire et de la tribune française.

Et, ce qui est encore bien plus pour moi, vous avez daigné, monsieur, prêter l'appui de votre puissante parole à ma patrie agonisante.

Mon ami, le général Pacheco-y-Obes, vient de me faire bien apprécier tout ce que nous vous devons.

Il m'a assuré que vous recevriez avec bienveillance l'expression du sentiment de gratitude et d'admiration que vous inspirez à tous les Orientaux.

Je vous prie donc, monsieur, de vouloir bien agréer l'assurance de ces sentiments, et accepter la dédicace des notes incomplètes et peu ordonnées que j'ai réunies dans ce livre, à la hâte et au

milieu de nombreuses occupations, dans l'intention de donner une nouvelle preuve que la cause que vous plaidez est digne de votre nom.

Je vous supplie également de vouloir bien accepter un exemplaire des notes historiques auxquelles, dans mon livre, je me réfère quelquefois.

Permettez-moi de vous dire, monsieur, que votre nom et celui des honorables Français qui ont, comme vous, protégé la cause pour laquelle ma patrie a la gloire de se sacrifier, nous rendent doublement chère cette noble France, notre patrie intellectuelle.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très humble et obligé serviteur,

ANDRÉ LAMAS.

Paris — Imprimerie d'E. DEVERGER rue de Verneuil, n. 4

INTRODUCTION.

I

Quelle que soit la forme qu'affectent les divers systèmes politiques, de gouvernement et d'administration, tous doivent avoir un même but. Ce but ne saurait être autre que l'acquisition de la plus grande somme de bien-être pour la société que régit chacun des systèmes politiques connus.

La statistique fait connaître le développement de la population, de la richesse et de la civilisation des nations, et c'est pourquoi elle démontre le degré qu'a pu atteindre le pays qui fait l'objet de ses investigations, dans les diverses branches du progrès général. Dans le but d'apprécier les progrès réels qu'a pu faire le pays de Montevideo depuis l'époque encore si rapprochée de son indépendance, nous nous sommes décidé à coordonner et publier les données de statistique que nous possédons sur la république orientale de l'Uruguay, notre patrie aujourd'hui si malheureuse.

Ces données sont loin d'être complètes, d'une part, parce que ces sortes de documents ne sont point encore recueillis systématiquement dans nos pays; d'autre part, parce que ne voulant admettre que ceux dont nous avons pu vérifier scrupuleusement l'exactitude, nous en répudions un grand nombre, soit partiellement, soit d'une manière absolue. Toutefois ceux qui ont résisté à cet épurement consciencieux sont suffisants pour l'objet que nous nous proposons.

Notre but est de démontrer que la république orientale de l'Uruguay avait acquis en peu d'années une augmentation de

1

population et de richesse sans égale parmi les autres populations issues de l'Espagne dans l'Amérique du Sud.

La prospérité que nous signalons était si grande qu'elle n'est pas inférieure, toutes proportions gardées, à celle des États-Unis de l'Amérique du Nord. Il faut dire que ce progrès agricole, commercial et industriel de la république orientale de l'Uruguay, était le fruit de la libéralité de ses lois; il était dû aussi à l'accueil rempli de bienveillance qu'y recevaient le commerce, l'industrie du monde entier, et surtout les émigrants européens.

Il entre aussi dans notre but de faire voir comment ce système qui produisait des résultats si heureux en regard du système contraire qui a donné à Buenos-Ayres, où il règne, des résultats diamétralement opposés, se trouve attaqué par les armes argentines qui menacent à la fois et l'indépendance de la république de l'Uruguay et la prospérité collective et individuelle de ses habitants.

Enfin nous nous efforcerons de faire comprendre à quel degré cette lutte de systèmes, ou plutôt de *principes* et non de *personnes*, intéresse la civilisation, l'émigration, l'industrie et le commerce de l'Europe, c'est-à-dire l'avenir des deux hémisphères.

II

Cette démonstration s'établira de la manière la plus irrécusable, au moyen des données de statistique que nous avons annoncées, et que nous allons analyser.

Les renseignements commerciaux officiels de *l'époque coloniale*, et ceux de l'année 1820 [1] qui fut la plus prospère, commercialement parlant, pour la domination portugaise à Montevideo, laissent voir le peu d'importance commerciale de cette ville, en tant que colonie de l'Espagne ou du Portugal. A ce point de vue il est curieux d'observer les bienfaits pro-

[1] Voyez chapitre III, titre Ier.

duits par l'*indépendance* politique, ce qui veut dire par la liberté du commerce dans Montevideo, malgré les éléments de désordre qui ont accompagné cette indépendance dans les États nés des colonies espagnoles. Voici à ce sujet une preuve bien éloquente de cette assertion.

Le produit de tous les revenus de l'antique vice-royauté de Buenos-Ayres, en l'an 1779, fut, d'après l'état officiel que nous avons sous les yeux, de 1,950,803 piastres 3 réaux.

Cette vice-royauté comprenait, comme on le sait, tous les territoires qui forment ce qu'on appelle la confédération argentine, ainsi que la république de l'Uruguay, celle du Pérou et celle de la Bolivie (les fameuses mines de Potosi sont comprises dans la Bolivie).

Le territoire qui appartient aujourd'hui à la république de l'Uruguay était donc une fraction minime de ce grand tout, et cependant, en peu d'années de véritable indépendance, les revenus de ce petit État dépassèrent en importance, non point proportionnelle, mais effective, ceux qu'avait obtenus la vice-royauté sous le régime colonial.

Pour juger sainement des bons effets dus à l'indépendance, et de l'importance de ces effets, nous comparerons le mouvement ascensionnel, tant de la population que des revenus de la république de l'Uruguay, avec les mêmes effets produits aussi, par l'indépendance politique, dans les États-Unis de l'Amérique du Nord.

La population des États-Unis s'élève aujourd'hui à plus de 18 millions. Sa progression a eu lieu comme suit :

En 1790, c'est-à-dire sept ans après la reconnaissance de leur indépendance, et une année après l'installation du congrès constitutionnel, ils possédaient	3,329,326 habitants
En 1800, 2e recensement	5,305,666
En 1810, 3e id.	7,230,963
En 1820, 4e id.	9,638,226
En 1832, on évaluait la population à	14,000,000
En 1845, elle s'élevait à plus de	18,000,000

De ces chiffres il résulte que, durant la vie de deux généra-

tions à peine, les États-Unis ont presque quintuplé leur population.

Ce n'est là que la première des conséquences de l'émigration qu'ils ont accueillie avec bienveillance.

Passons maintenant au tableau progressif de la population de la république orientale de l'Uruguay.

Des renseignements officiels publiés en juin 1829 [1], il résulte que la république comptait au plus 74,000 habitants ; c'est l'époque, il est vrai, où commençait son indépendance qui mit fin à la guerre du Brésil. Dans ce total, le département de Montevideo figurait pour 14,000, dont 9,000 dans la ville capitale. D'après le recensement de 1835, le chiffre des habitants, sur toute l'étendue de la république, s'élevait à 128,371, dont 23,000 attribués au département de Montevideo. De ces États il résulte que la république de l'Uruguay avait vu sa population s'augmenter d'environ 80 p. 0/0 dans l'espace de six années seulement.

Il n'existe pas de recensement postérieur à celui de 1835, mais, en 1843, huit mois après le commencement du siége de Montevideo, et lorsque déjà une forte émigration avait eu lieu par suite du siége, un recensement précis a donné pour résultat 31,189 habitants en dedans des tranchées de la ville assiégée.

On voit, par ce chiffre comparé à celui de 1829, que la population de la capitale s'est presque quadruplée dans le cours de douze années.

Cette augmentation si considérable dans la population, et qui coïncidait avec l'activité, de jour en jour plus grande, des transactions de commerce, s'explique par ce qui suit : le pays recevait les émigrants de l'Europe dans le port de Montevideo ; les émigrés argentins, par le Parana et l'Uruguay, et ceux du Brésil, par les frontières de ce pays.

La seule de ces émigrations dont on ait des données offi-

[1] Chapitre I[er], article 1.

cielles est celle reçue dans le port de Montevideo; elle s'élève, en sept années, à 48,000 âmes, chiffre qui représente presque les deux tiers de la population qui existait en 1829 sur tout le territoire.

Un exemple fera comprendre l'énormité de la progression de cette émigration.

En 1836, il est entré 998 Français.
En 1842, il est entré 5,218

Une progression tout aussi remarquable se fit sentir dans l'émigration italienne.

En 1836, elle fut de 512.
En 1842, elle fut de 2,515.

La rapidité de ce progrès dispense de tout commentaire à l'égard des avantages que rencontrait la population laborieuse de l'Europe sur le sol fortuné de Montevideo.

Après avoir indiqué le mouvement progressif de la population dans la république de l'Uruguay, par le bienfait de l'émigration, parallèlement avec ce qui s'était passé dans les États du nord de l'Amérique, il nous faut donner quelques chiffres indicateurs du progrès des revenus de ce dernier pays, en rapport avec son progrès industriel et commercial.

Les revenus des États-Unis,

en 1791, étaient de 4,771,200 piastres.
en 1821, étaient de 14,204,000
en 1832, étaient de 34,500,000

Ces chiffres démontrent que les revenus des États-Unis augmentèrent de trois fois leur valeur dans l'espace de trente ans, de 1791 à 1821, et, dans les onze années qui s'écoulèrent, de 1821 à 1832, un nouvel accroissement de 200 p. 0/0 atteste la rare prospérité de nos voisins du Nord.

A côté de ce tableau nous ne craignons pas de poser les chiffres des revenus de la république de l'Uruguay, car, si leur importance est relativement minime, leur progression n'en est pas moins remarquable,

Les revenus généraux de la république de l'Uruguay, pen-

dant les trente-sept mois et demi écoulés du 1er janvier 1829 (époque de l'indépendance) jusqu'au 15 février 1832, s'élevèrent à la somme de 2,204,900 piastres, un réal et 3/4, ce qui donne pour commune une somme d'environ 700,000 piastres par an.

Il faut remarquer que ces trois années furent un temps d'essais et d'épreuves pour les administrateurs et les administrés dans ce pays soudainement éclos à la vie politique.

Du 15 février 1832 au même jour 1833, l'importance des revenus n'éprouve aucune altération sensible; mais dès le 15 février 1834 leur chiffre s'élève à 769,776 piastres; cette somme se trouve dépassée en 1835 par le revenu de 812,050 piastres. Ici déjà ce pays laisse voir les prémices de ce qu'on est en droit d'en attendre par une augmentation de 27 p. 0/0 en deux années seulement.

Le 15 février 1836 les revenus s'élèvent rapidement à 1,075,819 piastres.

De 1836 à 1842 (période de sept années) les revenus se sont accrus de 300 p. 0/0, sans avoir égard aux chiffres exagérés qui figurent dans diverses branches du budget, et qui avaient pour base une valeur moindre que le chiffre écrit. Aussi, grâce à un examen scrupuleux du budget des recettes de 1842, nous ne craignons pas d'être au-dessus de la vérité en l'évaluant à 3,500,000 piastres[1].

Ces renseignements successifs sur les revenus de la république de l'Uruguay nous portent à dire quelques mots sur la situation financière que pourrait acquérir ce pays, si Dieu permettait, ce que nous espérons vivement, qu'il sortît enfin triomphant de la guerre qui le désole actuellement.

Il est reconnu que les frais de l'administration générale d'un pays ne s'élèvent pas parallèlement avec l'accroissement

[1] La piastre courante à Montevideo a une valeur effective et invariable de 4 fr. 40 c., fixée à 20 p. 0/0 au-dessous de la valeur métallique de la piastre forte d'Espagne. A Buenos-Ayres, au contraire, un papier-monnaie sans valeur effective, parce qu'il est sans garantie, jette périodiquement la perturbation dans les transactions commerciales.

de ses revenus. Ainsi, dans les États-Unis, tandis que la population augmentait de 5,000,000, c'est-à-dire de la moitié du chiffre qu'elle avait en 1820, et tandis que les revenus se doublaient, les frais d'administration ne s'élevèrent qu'à 475,000 piastres. Cette observation porterait à admettre que l'administration d'une ville de 10,000 habitants devrait coûter presque autant que celle d'une ville de 20 ou 30,000 habitants. Nous allons voir l'application de cette appréciation dans ce qui se passe dans la république de l'Uruguay.

Le budget des dépenses de la république s'élève annuellement à la somme de 7 à 800,000 piastres, à en juger par le dernier que nous avons sous les yeux, montant à 770,157 piastres 2 réaux.

En admettant que les frais d'administration dans un pays, qui vit aujourd'hui sur son passif, c'est-à-dire en grande partie sur son crédit, soient augmentés jusqu'à 1,000,000 ou même 1,500,000 piastres, dans un état normal de prospérité qui ne saurait exister dans les circonstances exceptionnelles d'aujourd'hui ; si ces revenus regagnent, après quelques années de répit, le chiffre de 1842, 3,500,000 piastres, il est certain qu'une somme de 2,000,000 de piastres pourra être appliquée annuellement, soit à l'amortissement de la dette publique, soit aux progrès matériels du pays. Parmi ces progrès à souhaiter, nous nous hâtons de poser en première ligne les moyens de communication, comme les plus propres à activer la prospérité du pays, et à devenir par là même une source nouvelle d'augmentation pour ses revenus.

Rien n'est plus probable, en effet, que la réalisation de notre calcul, car, la paix admise, le résultat que nous entrevoyons dépend simplement de la continuation du *système libéral* qui a produit le revenu de 3,500,000 piastres. Quant à la probité de l'administration elle marchera de pair avec la prospérité du pays dont elle est le garant, comme l'a prouvé l'administration sévère et éclairée qui a commencé en 1842.

Dans un pays où les revenus principaux proviennent des tarifs de la douane, l'activité du commerce a un rapport très

direct avec les revenus. Sur cette base nous donnerons quelques chiffres relatifs aux importations et aux exportations qui ont eu lieu par le port de Montevideo. On y verra que les importations ont été presque quintuples en treize années (1827-1842), et qu'elles ont été triplées dans les six dernières années (1836-1842).

Les exportations suivirent une progression analogue, comme le prouve le tableau suivant :

	Importations.	Exportations.
1827,	2,651,067	2,077,275...7
1836,	5,597,437	3,444,958...5
1842,	9,234,696[1]	7,321,666...1[2]

Ce progrès, dans la balance commerciale de Montevideo, était le résultat obligé de l'accroissement du mouvement maritime de ce port. Il est curieux d'en observer la progression.

En 1830, Montevideo avait reçu 213 bâtiments d'outre-mer, c'est-à-dire provenant tant des ports d'Europe que du littoral atlantique de l'Amérique[3]. Ce nombre de vaisseaux augmenta rapidement comme suit :

En 1836, 335 navires jaugeant 61,149 tonneaux ;
En 1842, 824 navires jaugeant 158,625 *id*[4].

Ces documents suffisent pour faire comprendre dans quelle voie admirable de prospérité était entrée la république de l'Uruguay, lorsque, avec l'année 1843, l'invasion de l'armée argentine vint tarir les sources heureuses de la félicité publique.

On se rappelle que notre but a été de comparer, toute proportion gardée, la prospérité de la république de l'Uruguay, dans son état normal, avec celle des États-Unis de l'Amérique du Nord. La progression considérable qui résulte du tableau qui précède sera d'autant plus digne de remarque qu'on

[1] Voir chapitre III, article 2.
[2] *Idem.*
[3] *Idem.*
[4] *Idem.*

aura égard à la différence que doivent produire, en faveur des États-Unis, l'éducation, les aptitudes de leurs habitants, la politique, l'administration de leur gouvernement, enfin l'activité morale et industrielle qui caractérise les colonies issues de la race saxonne, comparées aux aptitudes physiques et morales des descendants de la race espagnole.

III

Pour se former une idée exacte de l'influence d'un système gouvernemental sur les progrès des populations qu'il régit, et afin de faire ressortir la différence profonde qui sépare le régime doux et protecteur de Montevideo du système oppresseur et répulsif de Buenos-Ayres, nous soumettons au lecteur quelques détails sur la marche des provinces qu'on appelle la confédération argentine.

Entre elles et la république orientale de l'Uruguay, il existe égalité parfaite du climat et des produits, et homogénéité de la population. Ce sont deux branches du même tronc, nées sous une même latitude et élevées de la même manière.

Pour ne pas être accusé de partialité, nous recourrons aux renseignements que présente le travail de M. W. Parish[1], livre qui a été calculé pour servir la cause du gouverneur Rosas en Europe, dans ce qu'il dit, autant que dans ce qu'il omet de dire. Nous puiserons aussi nos termes de comparaison dans un mémoire publié par D. Pedro d'Angelis, actuellement écrivain officiel à Buenos-Ayres[2].

Population. — Le chiffre le plus bas de la population dans la province de Buenos-Ayres jusqu'en 1830 est celui de 1822, qui donnait 163,216 habitants. Sans égard à l'accroissement de cette population dans les huit années qui se sont écoulées

[1] *Buenos-Ayres and the provinces of the Rio de la Plata.* By sir W. Parish. — London, 1838.

[2] *Memoria sobre el estado de la hacienda publica.* Por D. Pedro de Angelis. — Buenos-Ayres, 1834.

jusqu'en 1830, nous lui attribuerons le même chiffre comme base de comparaison avec celui de la population de la république de l'Uruguay.

	République de l'Uruguay.	Buenos-Ayres.
1830,	74,000 habitants.	163,216 habitants.
1835,	128,256 *id.*	

En suivant la loi de cette progression pour Montevideo, la province de Buenos-Ayres aurait dû posséder, en 1835, 256,076 habitants. Nul renseignement officiel ne peut nous fixer quant à la réalité du chiffre de la population buenosayrienne ; mais il est permis de juger les résultats du système de Rosas par rapport à la province qu'il gouverne par ceux qui ont été remarqués dans la ville capitale.

La ville de Buenos-Ayres, qui comptait près de 80,000 âmes en 1830, lorsque commençait le gouvernement du général Rosas, présentait à peine, dans ses longues rues désertes ou en état de démolition, une population de 40 à 43,000 âmes en 1842, situation désolée qui peut faire comprendre quel était l'état de la population dans la campagne.

C'est précisément pendant ces sept années de la plus lourde dictature à Buenos-Ayres que nous avons vu l'accroissement excessif de la population et de la prospérité montevidéenne, favorisé par l'émigration des capitaux chassés par la terreur de Buenos-Ayres, moins cependant que par l'émigration des travailleurs européens. Aussi, en regard de la lugubre solitude des rues de Buenos-Ayres, une ville nouvelle s'élevait comme par enchantement aux portes de Montevideo l'ancienne. Quelle protestation plus flagrante pouvait-on attendre de la part d'un régime humain et civilisateur contre le système de la terreur, sous ses aspects les plus hideux, qui désolait Buenos-Ayres? C'est à la suite de cette situation différentielle des deux capitales que, tandis que Buenos-Ayres voyait sa population diminuer de moitié, celle de Montevideo s'était élevée à 31,189 habitants en 1843, de 9,000 qu'elle comptait à peine en 1829.

Commerce et revenus comparés. — Si de la comparaison

des deux populations nous passons à celle du commerce et des revenus sur les deux rives de la Plata, des résultats analogues seront le fruit de nos observations.

Buenos-Ayres, de même que Montevideo, tire ses revenus principaux de la douane ; c'est donc par les revenus de cette provenance qu'il nous faut étudier l'activité commerciale dans l'un et dans l'autre pays.

Les droits perçus sur les marchandises sont, terme moyen, les mêmes sur les deux rives de la Plata. Quant à la perception d'autres impôts, Buenos-Ayres possède, entre autres avantages, l'établissement des contributions directes, dont la république de l'Uruguay n'avait pas même conçu la pensée avant l'essai qui en a été fait dans la capitale en 1844, pendant le siége qui dure encore.

Le revenu de la république de l'Uruguay, de 1829 à 1832, donne, terme moyen, le chiffre de 605,552 piastres.

La rente de Buenos-Ayres, de 1822 à 1825, avait été de 2,400,000 piastres.

Transportons le chiffre de ces revenus à l'année 1830, époque de l'avénement du général Rosas, nous verrons qu'il a commencé son gouvernement avec des revenus quatre fois plus forts que n'en avait, terme moyen, Montevideo en 1832 (605,552).

Eh bien ! les revenus de Montevideo en 1842 s'élevèrent (avant la guerre actuelle) à plus de 3,000,000 de piastres fortes, ou 3,600,000 piastres courantes de Montevideo, c'est-à-dire qu'ils se trouvaient quintuplés à la douzième année.

Les revenus de Buenos-Ayres, en suivant la même proportion, auraient dû être, en 1842, de 12,000,000 de piastres ; mais il n'en est rien, car le budget de 1841 estime les revenus probables à 34,471,920 piastres de papier-monnaie, soit au change de 15 piastres pour une piastre forte (2,298,128 piastres).

On reconnaîtra sans peine, dans la comparaison de ces chiffres, les mêmes causes produisant les mêmes effets, et dans le mouvement de la population et dans celui du commerce. S'il

en fallait une preuve de plus, nous la trouverions dans le budget préparé pour 1850, *année qui comble Buenos-Ayres de tous les bienfaits qu'elle attendait de la ruine de Montevideo,* dont elle absorbe la population et le commerce. Ce budget, en effet, évalue les revenus probables de Buenos-Ayres, pour 1850, à 40,000,000 de piastres de papier-monnaie, ce qui représente, toujours au change de 15 piastres pour une, 2,666,666.

On jugera si une si faible augmentation dans les revenus de Buenos-Ayres, obtenue au prix de huit années de guerre, de rnines et de désolations de tout genre, balance, pour le commerce étranger, la ruine presque totale de ses rapports avec Montevideo, et, après avoir jugé, on sera convaincu que Rosas, semblable au génie de la destruction, *a détruit pour détruire;* mais il n'a rien élevé en remplacement de ce qu'il a détruit. Telle est, au point de vue philosophique, politique, commercial, maritime et surtout social, telle est la mission à jamais déplorable que le général Rosas s'est imposée.

IV

Pour se faire une idée de la vérité de nos assertions et de la justesse du jugement porté sur le général Rosas, écoutons pour un instant un de nos amis analysant le livre du diplomate anglais sir W. Parish, de ce livre calculé, on le sait, pour plaider la cause du gouvernement de Buenos-Ayres.

« Laissons parler M. Parish lui-même. Selon lui, les impor-
« tations anglaises[1] dans la Plata, leurs valeurs représentées
« en livres sterling, et chaque série d'années estimée à une
« moyenne annuelle (arrérage) ont suivi la progression sui-
« vante :

De 1822 à 1825	L.	909,330 par an,
De 1829 à 1837	L.	643,291 par an,
Différence	L.	266,039 chaque année.

[1] Celles des autres pays suivaient naturellement la même progression.

« Sir Woodbine Parish appelle les quatre années de la pre-
« mière période *années de paix;* elles ont été effectivement
« celles de la plus grande prospérité de Buenos-Ayres; celles
« de son apogée politique, commercial et même littéraire,
« sous les gouvernements qui établirent le système représen-
« tatif, proclamèrent la tolérance en matière de religion, fon-
« dèrent les banques et les écoles publiques, consolidèrent la
« dette nationale et pour la rembourser créèrent le crédit pu-
« blic.

« Mais M. Parish n'établit aucune classification pour les
« neuf années qui composent la deuxième période, comme s'il
« avait craint de déclarer publiquement que ces années de
« déficit et d'arriéré appartiennent toutes au gouvernement
« dictatorial et irresponsable de Rosas. Le résultat indubita-
« ble est que, pendant les années de la dictature, les importa-
« tions ont été de près d'un tiers moindres que pendant les
« années des gouvernements d'ordre et de civilisation. Mais
« M. Parish a pris le plus grand soin de cacher la cause de
« cette différence, et de ne pas révéler à la nation anglaise le
« système du gouvernement de Buenos-Ayres à chacune des
« époques qu'il compare. De quoi servait cependant aux fabri-
« cants et producteurs anglais la connaissance du fait, si on
« les laissait dans l'ignorance de la cause dont il était le ré-
« sultat?

« M. Parish reproduit plus loin un état comparatif des im-
« portations sur nos marchés d'étoffes de coton, de fil, de
« laine, et de soie, dans les proportions suivantes :

	De 1822 à 1825, Moyenne annuelle en yardes.	De 1834 à 1837, Moyenne annuelle en yardes.
Cotonnades,	10,811,762.	18,151,764.
Toileries,	996,467.	1,176,941.
Lainages,	139,037.	100,183.
Soieries,	16,612.	15,047.

« L'auteur appelle l'attention sur l'augmentation *presque*
« *double* des tissus de *coton*, sans comprendre ou en ayant

« soin de cacher que c'est une preuve très éloquente de la « décadence de Buenos-Ayres, puisque, à mesure que l'intro- « duction des tissus consommés par les gens pauvres s'accroît, « les étoffes de laine et les soieries, objets réservés pour les « familles aisées, diminuent considérablement pendant les « années de la dictature de Rosas. Ce fait est encore plus re- « marquable, si l'on prend garde que, dans la dernière des « périodes comparées, la population de Buenos-Ayres avait « considérablement diminué; ainsi une consommation plus « grande d'étoffes de coton, pour une population moindre, « démontre clairement la marche rétrograde et la pauvreté de « la population qui reste.

« Le livre du diplomate anglais nous révèle une autre vé- « rité qui opprime la pensée et le cœur; c'est sans doute pour « cela qu'il se borne à l'exprimer dans le froid langage des « chiffres.

« Nous voulons parler du commerce *des armes* et des *mu-* « *nitions de guerre*. En 1830, lorsque Rosas, arrivant à peine « au pouvoir, n'avait pas encore pu développer son système « d'extermination, la valeur des armes introduites d'Angle- « terre fut de :

En 1831,	L.	158.
En 1832,	—	443.
En 1834, elle s'élève à		3,035.
En 1835, —	à	6,388.

« Ainsi, pendant que, sous le système meurtrier de Rosas, « la consommation des objets qui révèlent la richesse et les « habitudes de civilisation des peuples diminue d'une ma- « nière désespérante, on voyait s'augmenter, dans une horri- « ble proportion, celle des instruments de guerre et de des- « truction, que le protégé de sir W. Parish faisait répandre « sur tout le territoire de la république, pour en décimer les « populations. Ce fait, d'une éloquence si hideuse, n'a arraché « à l'auteur ni une observation, ni une seule parole; et peut- « être n'en aurait-il pas fait la moindre mention, si les *armes* « et les *munitions de guerre* ne devaient pas figurer dans un

« état général d'importation. Et qu'on ne dise pas qu'il ne « pouvait descendre à de si minutieux détails, car ce fait inté- « ressait bien autrement le gouvernement et la nation britan- « nique, l'humanité tout entière, que le soin que prend « M. Parish de nous raconter de la manière la plus minu- « tieuse de quels stratagèmes il se servait pour détruire les « fourmis, qui, malgré toutes ses précautions, mangeaient « son sucre et ses confitures.

« Mais l'auteur diplomate arrive à un point pour lequel il « ne mérite ni pardon ni excuse. Il reconnaît que pendant « l'occupation de Montevideo par les Portugais et les Brési- « liens, son commerce était extrêmement insignifiant (p. 350); « que ce commerce s'accrut rapidement depuis l'indépen- « dance de la bande orientale, et que Montevideo est devenu « comme une espèce d'entrepôt pour l'approvisionnement des « provinces argentines, à ce point que les étoffes étrangères « ont atteint, en 1836, le chiffre de 3,500,000 piastres fortes, « tandis que les exportations s'élèvent presque à la même « somme, et constituent aujourd'hui une partie importante « des retours dans la balance générale du commerce du Rio « de la Plata.

« Le montant des importations, ajoute M. Parish, a dimi- « nué d'autant à Buenos-Ayres. Voilà deux marchés de la « Plata mis en opposition; voilà donc déclarés, par un agent « public de la Grande-Bretagne et par l'irrésistible langage de « la statistique officielle, la grande décadence du commerce « de Buenos-Ayres depuis 1829, et les progrès prodigieux « de celui de Montevideo pendant la même période.

« Sir Woodbine Parish, obligé d'expliquer cet intéressant « phénomène aux producteurs et fabricants de son pays, donne « pour toute raison l'indépendance de la bande orientale et la « réduction des droits d'importation à Montevideo; raison « non-seulement pauvre et défectueuse, mais encore fausse « dans son essence même, puisque les droits, à Montevideo, « étaient les mêmes qu'à Buenos-Ayres. Mais il ne dit pas un « mot de la manière dont sont gouvernés les deux pays dont

« il compare le commerce; il tait soigneusement que cette dé- « cadence du commerce de Buenos-Ayres commence en « même temps que le gouvernement irresponsable et sangui- « naire de Rosas, et continue avec lui, et que les progrès de « Montevideo naissent et grandissent avec le système constitu- « tionnel, responsable, parfaitement libre, franc et ouvert, « qui régit le pays depuis son indépendance.

« Voilà ce que n'a pas dit M. Parish, et c'était la seule « chose qu'il fût dans l'*obligation* de faire connaître au peuple « et au gouvernement anglais, parce qu'une fois qu'il aurait « révélé la cause de la décadence du marché de Buenos-Ayres « pour l'industrie et les produits manufacturiers de la Grande- « Bretagne, on y aurait appliqué le remède avant que le mal « arrivât, comme il est enfin arrivé à son comble.

« Assez d'exemples. M. Parish n'a fait dans son livre que ce « qu'ont fait en général les agents étrangers qui, à diverses « époques, ont résidé dans le Rio de la Plata. Et c'est pour « cela que leurs gouvernements et leurs pays sont restés dans « l'ignorance la plus complète de ce qu'est réellement le dia- « bolique système de cette *effrayante personnification*, qui « vient occuper au milieu du dix-neuvième siècle la première « place parmi les tyrans dont les biographies composent le « martyrologe des peuples. Les cris de ses victimes, l'appel « que tant de fois elles ont porté devant les nations civilisées « et chrétiennes, ont manqué d'autorité et ont été pris pour « l'expression mensongère des haines de parti, par le contraste « qu'ils offraient avec des livres comme celui de sir Woodbine « Parish, ou tout au moins avec le silence approbateur des « agents étrangers.

« C'est là une vérité bien amère, une vérité reconnue et « sentie par tous les hommes de bonne foi qui ont parlé des « crimes de Rosas loin du théâtre sur lequel il les commet. Ils « ont toujours été démentis en leur disant qu'aucun agent « étranger ne résiderait auprès d'un pareil gouvernement, ou « qu'il ne manquerait pas de dénoncer de si énormes crimes.

« Aucun d'eux, en effet, ne les a jamais dénoncés. Ils ont

« vu les faits, ils ont bien compris le système, ils l'ont con-
« damné avec dégoût ; mais tremblants ou fascinés à la vue
« de cet homme qui les remplissait d'horreur, il n'en est pas
« un seul qui ait osé, jusqu'à présent, déclarer ouvertement,
« en présence du criminel, une vérité dont ils sont tous péné-
« trés, qu'il est essentiel que le monde entier connaisse, et
« qu'ils auraient dû proclamer hautement et de la manière la
« plus énergique. »

De son côté, l'écrivain officiel du gouverneur Rosas, don Pedro de Angelis, dans le mémoire que nous avons déjà cité, s'exprime comme suit (pages 130 et 131) :

« Des bâtiments provenant d'outre-mer qui, dans les années
« antérieures, passaient debout devant Montevideo, commen-
« cent à regarder aujourd'hui ce port comme le terme naturel
« de leur voyage. Ils y déchargent leurs marchandises ven-
« dues, et ce n'est que lorsqu'ils ne trouvent ni acheteurs ni
« produits d'échange qu'ils viennent les chercher dans notre
« rade. Le gouvernement de Montevideo n'omet rien pour faire
« de son port principal un foyer d'activité commerciale et de
« spéculation lucrative. » A la page 217, le même écrivain ajoute : « Nous avons donc à contre-balancer l'avantage natu-
« rel d'un port mieux abrité que notre mouillage, ainsi que
« l'avantage artificiel d'un môle que nous n'avons pas avec
« l'économie et les commodités qui s'y rattachent pour le
« commerce ; enfin l'avantage d'une législation *plus libérale,*
« qui commence à transformer en port franc la rade de Mon-
« tevideo. »

Ces citations, la dernière surtout, suffiraient pour expliquer l'acharnement qu'a mis le gouvernement de Buenos-Ayres à détruire la prospérité merveilleuse qui s'élevait dans Montevideo, comme une protestation contre le régime hideux de Buenos-Ayres. En effet, il fallait que la prospérité de Montevideo cessât pour que la fortune de Rosas pût s'élever ; là était le *to be or not to be* de sa dictature.

V

De ce qui vient d'être dit, il ressort évidemment que la cause des résultats différentiels obtenus sur les deux rives de la Plata est tout entière dans la différence des deux systèmes qui régissent les deux pays. Ces résultats sont à la fois le jugement des deux systèmes : la condamnation des maux apportés par le système inique d'une part, et d'autre part la justification du système libéral, qui est celui de Montevideo.

Il n'est pas inutile de dire en peu de mots quelle est la *contexture* de chacun de ces systèmes.

Celui qui a prévalu, à Montevideo, depuis l'indépendance et l'organisation politique de ce pays, en 1830, est fondé sur le *droit écrit* et promulgué.

Ce droit repose sur le respect des droits primordiaux de l'homme, sur la base de toute société : sécurité de la vie, de la famille, de la propriété !

« Nul ne peut être châtié sans forme de jugement et sans « une sentence légale prononcée par qui de droit, selon la *loi* « écrite.

« La propriété est inviolable : la confiscation des biens est « abolie ; tout homme peut acquérir, commercer, léguer à sa « famille ce qu'il possède, quelles que soient ses opinions et « sa conduite politiques.

« Tout homme peut exercer ses facultés morales et physi- « ques dans tout ce qui ne saurait nuire à autrui.

« L'émigration, le commerce, l'industrie étrangère jouis- « sent, sous l'empire des lois *fondamentales* et *écrites* du pays, « des plus amples franchises. »

Telle est la base et le but de la constitution de la république de l'Uruguay, à l'ombre de laquelle les progrès inouïs que nous avons signalés se développèrent avec bonheur, depuis l'époque de son indépendance (1829) jusqu'à celle où le gouverneur de Buenos-Ayres, en vue des intérêts de sa seule dic-

tature, vint jeter, en 1842, sur le pays qu'il allait dévaster, ce cri fameux : *Et delenda est Carthago !*

Le système imposé à Buenos-Ayres, dès 1830, par le gouverneur Rosas, durant sa première administration, s'est développé complétement dès 1835, époque où a commencé la seconde administration qui dure encore.

Il a pour base :

1° L'abrogation du *droit écrit* et promulgué qui se trouve remplacé par la volonté et l'arbitraire de *l'homme*, sans frein, sans limites, sans responsabilité ;

2° La révocation de toutes garanties légales et naturelles pour la vie de l'homme ; l'assassinat sans forme de procès ; le meurtre du citoyen dans les rues, sur les places publiques, jusqu'au sein de la famille et du foyer domestique ; le meurtre du prisonnier de guerre après la victoire ; l'exécution du prêtre, de la femme, etc., le tout converti en *moyens de gouvernement ;*

3° La révocation de toutes garanties pour la propriété ; la confiscation des biens solennellement décrétée, et ce décret exécuté sans forme de procès, et par conséquent sans nulle sentence légale ;

4° La révocation de toutes autres garanties ; en un mot, la terreur dominant les esprits, l'arbitraire détruisant jusqu'à l'idée de la sécurité, énervant l'intelligence et le bras de l'homme à cause de l'insécurité du travail, de l'insécurité des biens acquis, de l'insécurité de la conservation, de l'insécurité de la transmission.

Tels sont les bases et les effets de l'horrible dictature qui pèse sur la malheureuse province de Buenos-Ayres.

Les preuves complètes, officielles, irrécusables de ce système ont été publiées sous notre nom [1], sans que jamais on ait pu en attaquer l'authenticité. On comprend qu'il se trouvât

[1] *Apuntes historicos sobre las agresiones del dictador Argentino, D. Juan Manuel Rosas, contra la independencia de la républica oriental del Uruguay.* Por D. Andres Lamas. — Montevideo, 1849.

dès lors nécessairement en opposition ouverte et radicale avec les intérêts et les besoins de l'émigration et du commerce de l'Europe, car il les contrariait, non-seulement dans leurs besoins matériels, mais même dans les idées intimes des coutumes religieuses, morales et politiques de l'*émigrant*.

De cet antagonisme résulta nécessairement une lutte permanente, intime, irréconciliable, car il devenait impossible, pour la population étrangère, d'exercer librement les droits que lui assuraient les traités et la protection de son gouvernement.

Nous ne résisterons pas au désir de revenir, à ce sujet, à ce que nous avons dit dans nos *Apuntes historicos*.

Le système de Rosas peut encore acquérir un nouveau développement; car, bien qu'il ait vaincu la résistance armée qui s'élevait dans son pays, bien qu'il s'y soit fait proclamer maître absolu et indispensable de la vie, de la fortune, même de l'*honneur* (textuel) du peuple qu'il opprime, son système est cependant encore incomplet, grâce à cette résistance intérieure, continue qui a paralysé l'essor de son développement.

Ce système ne saurait être complété par Rosas qu'en isolant nos pays de la civilisation européenne, ou en faisant plier, sous son joug de fer, les intérêts européens jusqu'au degré d'abaissement qu'il est parvenu à imposer aux intérêts de sa nation.

Il est parfaitement inutile de démontrer jusqu'à quel point ce système devient incompatible avec la civilisation et les progrès du commerce. Toutefois nous craignons fort que les statisticiens étrangers n'aient pas prêté suffisamment attention à cette face si importance, si intéressante de la lutte actuelle. Peut-être, s'ils ont compris la nécessité absolue où se trouve Rosas d'affecter fâcheusement la situation des intérêts étrangers, peut-être, disons-nous, ont-ils pensé que le pouvoir des grandes nations était suffisant, par sa seule action morale, pour les mettre à l'abri de toute éventualité.

Mais, dans cette hypothèse encore, nous pensons qu'ils sont tombés dans une grave erreur.

Les intérêts européens, dans ce pays, seront toujours plus efficacement protégés par la force des principes que par celle des armes, par la moralité de nos gouvernements, bien plus que par les traités ou les exigences européennes.

A ce sujet nous craignons, et le disons sans hésiter, que les pouvoirs européens ne se soient exagéré leurs propres forces: qu'ils ne les aient pas calculées en rapport avec les distances et eu égard aux localités. Nous craignons encore que, dans le Rio de la Plata, il ne puisse se présenter un état de choses tel que ces forces européennes devinssent inefficaces; un état de choses tel, en un mot, qu'il devînt difficile de décider s'il conviendrait davantage aux cabinets européens de renoncer à leurs rapports avec le Rió de la Plata et ses affluents, que d'ouvrir ces magnifiques canaux à leur commerce par la force des armes.

Cet état de choses, que nous nous bornons à signaler, forme précisément le but de tous les efforts de Rosas. Vers ce but tendent, non-seulement tous ses actes, mais encore toutes ses aspirations, et il atteindrait inévitablement ce but par son triomphe définitif dans la guerre qu'il soutient aujourd'hui contre Montevideo.

Cette aspiration de la part de Rosas est complétement logique, eu égard à son système de dictature, elle est par conséquent nécessaire au but qu'il se propose. C'est ce que nous espérons démontrer avec quelque succès.

L'existence d'étrangers, jouissant des immunités que leur octroient le droit des gens et celui des traités, produit, sous le régime de Rosas, deux législations et deux faits qui sont en parfait état de lutte permanente.

En effet, la population se divise en deux classes : d'une part, les nationaux dépossédés de toute protection pour leur vie, pour leurs biens, pour le fruit de leur travail; soumis à la volonté absolue, tyrannique d'un homme; en un mot, se trouvant dans l'impossibilité d'acquérir ou sans garantie de conservation; d'autre part, les étrangers ayant droit à être pro-

tégés dans leurs personnes, dans leurs biens, dans leurs industries, ayant capacité pour acquérir et capacité pour conserver.

Ce dualisme ne peut se maintenir longtemps; un de ces faits doit dominer l'autre; ils ne peuvent co-exister.

Si le triomphe reste au fait, qui est aujourd'hui l'état normal de l'étranger, à l'exclusion de nous autres enfants du pays, un gouvernement régulier s'établira sous l'empire de la civilisation et de la paix; la loi dominera. Dès lors, le système de Rosas deviendra impossible; il disparaîtra.

Si le fait contraire venait à triompher, celui que, *pour notre honte*, on ose appeler principe américain, une situation tout opposée naîtrait pour les intérêts européens; l'arbitraire et la barbarie déborderaient toutes limites; ce serait l'anéantissement du droit dont jouissent les étrangers. Alors le système de Rosas aurait triomphé.

Rosas comprend toute la portée de ce dilemme, et il est juste de dire qu'il l'affronte sans peur.

Il ne pouvait chercher la solution de ce dilemme en dehors des éléments qui forment son pouvoir; il a eu donc recours en premier lieu aux restes de l'éducation coloniale, c'est-à-dire qu'il a dû s'étayer des parties basses de la population chez lesquelles les traditions espagnoles de haine ou de répulsion pour l'étranger s'étaient conservées vivaces.

L'amour exclusif et excessif de tout ce qui tient au sol est un trait profond et caractéristique de la physionomie morale de la race espagnole.

Dieu nous garde de condamner ce sentiment, source très pure d'amour et de vertu patriotiques; il est la base naturelle de tout esprit de nationalité robuste et puissant. Mais ce sentiment, ainsi que les plus nobles instincts qui vibrent au cœur de l'homme, est sujet à s'égarer; et une fois égaré, il est plus capable que tout autre sentiment politique de faire rétrograder une société jusque vers la barbarie. Ne l'a-t-on pas vu, en effet, uni à la croyance religieuse avec laquelle il s'identifie si bien, nourrir l'esprit de la nationalité espagnole durant les sept cents ans qu'a duré sa lutte héroïque contre la domina-

tion des Maures? Depuis lors, conduit dans une fausse voie, ce même sentiment, si noble pourtant, a fait perdre à notre antique métropole, dans le cours de peu d'années, le haut rang qu'elle était parvenue à occuper parmi les puissances européennes.

L'Espagne, en effet, s'était mutilée depuis l'expulsion de la population juive et arabe, qui causa la perte de la plus grande partie de son commerce et de la richesse de ses arts et de son industrie. Sa répugnance à fréquenter les marchés étrangers réduisit peu à peu le mouvement de sa navigation et de son commerce; cette résistance obstinée à tout ce qui n'était pas la chose indigène l'isola de l'Europe à l'époque de la renaissance des lettres et des arts. Toutes ces causes ne purent être balancées, ni par sa gloire militaire ni par la vigueur de sa nationalité, et elle fut précipitée dans la déplorable décadence où nous la voyons aujourd'hui. La législation des Indes avait pour but de développer, dans les colons d'Amérique, cette face du caractère national de l'Espagne par des moyens directs et spéciaux. L'Espagne, qui possédait un territoire de plusieurs centaines de mille lieues carrées, et 20,000,000 d'habitants dans l'Amérique du Sud, dont elle était séparée par l'Océan, l'Espagne s'attachait à séquestrer ces immenses colonies du commerce du monde entier, et la politique, comme l'Église, s'efforça sans cesse d'augmenter la répugnance qu'elle avait pour l'étranger, comme moyen le plus efficace d'accomplir ce séquestre.

Dans les populations peu éclairées ce but est facile à obtenir; l'homme inculte regarde toujours avec envie toute espèce de supériorité, ou repousse avec dédain tout ce que son intelligence ne peut pas comprendre. L'Inca qui jette avec mépris le livre que lui présentait le stupide Valverde, parce que ce livre ne disait rien à son ouïe, est une image parfaite de ce sentiment.

Notre révolution a dû affaiblir ce sentiment, l'arracher même presque radicalement de l'esprit de la partie éclairée de nos populations; mais il en est resté des germes dans l'es-

prit des masses appelées, par les nécessités de leur existence, à vivre loin du contact de la civilisation. Il existe donc encore, et peut prendre une grande force au préjudice de tous.

Rosas s'est attaché à produire la haine contre l'étranger, et à faire de cette haine *un principe américain*.

Il s'est efforcé, dans ce but, d'égarer le sentiment de la nationalité, qui est si puissant dans les populations viriles et pastorales comme les nôtres. L'habitant de nos campagnes, qui trouve en elles de quoi satisfaire tous ses besoins, qui peut dormir à l'intempérie, se nourrir de la viande de nos troupeaux, se désaltérer à l'eau pure de nos rivières, est susceptible de porter l'exagération de l'esprit de nationalité à un degré plus élevé que celui qu'atteignirent nos pères les Espagnols, dont nous venons de signaler les erreurs.

Ce sentiment une fois perverti, porté à l'excès auquel il peut atteindre, notre décadence ne serait pas comme celle de l'Espagne, qui semble s'endormir, après une haute fortune et une grande gloire, sur ses lauriers fanés: nous retournerions rapidement à un état presque primitif, et l'œuvre de la civilisation rétrograderait pour des siècles. Alors, malheur à tous!

Notre civilisation est actuellement à l'état d'embryon; elle ne saurait croître et se développer que par la civilisation et l'industrie de la population étrangère, qui se mêlera à la nôtre et s'acclimatera sur notre sol, qu'elle exploitera. Alors seulement nous nous suffirons à nous-mêmes, quand nous aurons pu peupler nos déserts, généraliser l'éducation et la civilisation, et préparer les éléments d'une industrie américaine.

La ligne qui nous est tracée dans cette voie est la seule qui puisse nous porter à un haut degré de progrès de civilisation et à une solide et véritable indépendance : c'est celle que nous a indiquée l'Amérique du Nord. Là, la population étrangère a été appelée par la libéralité et la protection des lois ; là, la population étrangère s'est acclimatée facilement, parce qu'elle a rencontré tout d'abord les jouissances du citoyen ; là, on abandonnait entièrement les vieilles et absurdes restrictions qui pouvaient gêner l'exercice de toutes les industries. C'est

ainsi qu'en un demi-siècle les États-Unis ont quintuplé leur population et leurs revenus; c'est ainsi qu'on a vu jaillir de leurs forêts profondes des prodiges de civilisation et de richesse, en donnant à tous la liberté du travail, les moyens de s'enrichir; en protégeant le droit, le travail et la richesse de tous; en ne se préoccupant ni des croyances, ni des opinions, ni de la manière de vivre des colons; en ne leur demandant pas d'où ils viennent ni où ils vont; en un mot, en laissant l'homme dans le libre exercice de toutes ses facultés, à la seule condition de ne pas porter préjudice à autrui et de ne pas troubler l'ordre public.

Ici même, parmi nous, à Montevideo, n'avons-nous pas un exemple frappant de cette doctrine? *En laissant faire,* Montevideo n'a-t-il pas vu en peu d'années quadrupler sa population, son commerce, sa richesse? N'avons-nous pas tous vu, ainsi que l'eau jaillissant de la pierre touchée par la verge de Moïse, s'élever, comme par enchantement, une ville nouvelle à côté de l'ancienne cité, dès que la population étrangère a pu toucher notre sol fortuné et y travailler en toute liberté?

C'est donc là qu'est le grand principe, et hors de lui il n'y a qu'abaissement et humiliation.

Pour obtenir l'augmentation de notre population, nous avons besoin de stimuler, de protéger l'émigration étrangère; elle nous donne un accroissement d'industrie et de progrès; elle nous donnera son exemple pour faire connaître et apprécier de tous nos concitoyens le prix de l'inviolabilité du droit de l'homme et de la paisible et libre application de ses forces; elle nous donne son exemple encore pour faire aimer le bien-être, la vie laborieuse et honnête que ce bien-être produit et l'existence de l'ordre légal qu'il assure.

Alors les intérêts industriels, qui sont des intérêts d'ordre, donneront stabilité à nos institutions et à nos gouvernements. Nous croyons avec M. Michel Chevalier qu'à notre époque l'industrie balance les intérêts militaires qui, jusqu'à ce jour, avaient gouverné le monde, et que la prophétie d'Isaïe qui annonçait il y a trois mille ans qu'un jour viendrait où les fers

des lances se transformeraient en socs de charrue, est sur le point de s'accomplir.

La différence qui existe entre notre manière de comprendre les intérêts américains et la manière dont Rosas les envisage au point de vue de ses idées propres et des nécessités vitales de son système, forme le point culminant de la question actuelle.

La différence que nous signalons a porté Rosas, dans l'intérêt d'une tyrannie sauvage, à chercher la solution de cette question dans la domination des intérêts étrangers par son intérêt propre.

De cette même différence est née aussi la bonne harmonie qui n'a jamais cessé d'exister entre les prétentions des étrangers et les prétentions des ennemis de Rosas; de là enfin leur union nécessaire, indissoluble, et leur commune destinée.

Rosas a fait tout ce qui lui a été possible pour soulever contre les étrangers le sentiment de la nationalité américaine. Il a fait revivre les souvenirs éteints de l'Europe conquérante et despotique, il lui a attribué des vues d'ambition territoriale, enfin il l'a représentée partout comme un ennemi naturel, armé de menaces et de projets sinistres. En vain les faits, la saine raison, le simple sens commun ont protesté contre ces suggestions perfides et ces trompeuses alarmes; en vain l'histoire des collisions de Rosas avec les étrangers démontre qu'elles n'ont pas d'autre cause que les violences et les spoliations de son système de tyrannie; d'autre but que de cacher ces violences et ce système derrière une domination ordonnée en apparence, mais au fond essentiellement brutale; en vain la conduite même des gouvernements étrangers, dans ces épisodes si tristes, démontre évidemment que l'Europe ne se jetterait pas dans une tentative insensée de conquête, quand bien même elle n'en serait pas détournée par les hautes raisons d'équilibre politique qu'elle a adoptées pour maintenir la paix du monde.

L'omnipotence des intérêts industriels va se substituant dans notre siècle aux entreprises guerrières, au moyen d'opé-

rations mercantiles ; il faut des débouchés pour le commerce et non des fleurons pour les couronnes de l'Europe.

Le génie de l'Europe industrielle comprend, en effet, que le commerce lui donnera, dans ces régions, tout ce qu'elle peut raisonnablement espérer d'en obtenir sans se jeter dans des guerres éloignées et ruineuses, dans la guerre de conquête qui lui créerait de graves embarras sans compensations.

Ceux qui ont à cœur et qui aiment avec pureté et sincérité les intérêts et la dignité véritable de l'Amérique, ont mis hors de doute que ces pays doivent donner à l'Europe tout ce qu'elle leur a demandé jusqu'à ce jour, c'est-à-dire liberté, sécurité pour tous les intérêts commerciaux, et respect pour les droits individuels. Ces bases des rapports internationaux doivent être établies pour la convenance de nos pays, par égoïsme même, si ce n'était par esprit de justice et dans l'intérêt de leur avenir.

En accordant ces droits, que nous ne pouvons refuser aux Européens sans manquer à la justice, notre propre dignité américaine sera mise à l'abri de toute atteinte, et les motifs futiles, quelquefois même peu convenables, qui nous tiennent en dispute permanente avec les consuls et les commandants de station, n'auront plus leur raison d'être, car le jour où nous nous respecterons nous-mêmes, nous serons respectés.

Cependant Rosas ne cède en rien de ses prétentions, par la raison qu'il lui est impossible de faire une concession. Il a compris qu'il n'y a pour lui nul moyen terme ; il sait que le droit est semblable au soleil, qui ne saurait donner partie de sa lumière ; c'est pourquoi il a employé toute la vigueur de son vouloir à influencer et diriger l'esprit des populations arriérées de son pays. Dans ce but, il s'est présenté à leurs yeux, comme *partie civile* dans toutes les questions soulevées par ses propres attentats ; il a applaudi à toutes les manifestations de l'esprit rétrograde et, très récemment, au moment où, pour consommer la conquête de Montevideo, il cherchait à tranquilliser l'Europe sur ses intentions ultérieures, il n'a pas craint de voter des actions de grâces au sénat de Nicara-

gua, espèce de divan américain, qui vient de formuler en une loi des principes dignes du moyen âge. Cette loi est, dans l'esprit et dans la lettre, le *code des Indes*, inventé par l'Espagne, dans l'intérêt exclusif de son régime colonial, et Rosas n'hésite point à le présenter au monde comme la *Table de la Loi*, dans ce qu'il appelle *les principes américains*.

Ce système de prédication constante, au moyen de la presse, qu'il tient à sa dévotion par la peur et par l'argent, dans Buenos-Ayres, et par le dernier de ces moyens à l'étranger, mérite d'être dévoilé.

Le titre de *défenseur héroïque du continent américain*, dont Rosas se décore, et qui pourrait paraître puéril, ne serait pas cependant sans avenir s'il pouvait consommer les projets qui l'occupent, l'œuvre qu'il a été sur le point d'accomplir, en s'emparant de Montevideo.

L'investigation des mobiles qui portent Rosas à égarer le sentiment national dans les classes peu éclairées de son pays, nous éloignerait trop du but principal que nous avons en vue; nous continuerons donc à examiner la différence qui existe entre les nationaux et les étrangers, sous le régime du général Rosas, et on verra combien cette différence lui a fourni de moyens efficaces, grâce au système de violence et de brigandage dont il est la plus complète personnification.

L'indigène qui ne peut travailler, ni acquérir, ni conserver sous le système de Rosas, voit l'étranger, arrivé depuis peu, acquérant par le travail un bien-être dont il jouit tranquillement; tandis que lui, né sur ce sol, se voit réduit à baigner de ses larmes le pain insuffisant à sa subsistance, ou condamné à ne pas sortir de la médiocrité dans laquelle il se trouve.

Le contraste est déchirant : aussi le patient ne cherche-t-il pas à l'expliquer; il se révolte contre le fait.

Réduits à cette extrémité cruelle les indigènes sont forcés de prêter l'oreille aux discours que formule Rosas de mille manières, et dont la reproduction envahit le salon, la presse, et la tribune.

Ces discours les voici :

« Les étrangers sont *tout ici*, ils sont les maîtres du pays ; « mais si je triomphe, vous, *les enfants du pays*, qui souf- « frez aujourd'hui, vous deviendrez les maîtres de ce sol où « nous sommes nés, qui est nôtre, et seulement à nous ; et « eux, les étrangers, ne seront alors que de misérables aven- « turiers. S'ils ne nous apportent pas des tissus, nous nous « couvrirons avec la toison de nos brebis, toison qui aura été « filée par nos femmes et par nos filles devant notre foyer « indépendant. S'ils ne nous apportent pas des siéges préparés « par eux, nous nous assiérons sur le *squelette de la tête de « nos vaches* (siége habituel de l'habitant des campagnes). « Soyez sans inquiétude : servez ma cause, je vous distribue- « rai les richesses des *unitaires*, que nous exterminerons, afin « que leur richesse devienne la vôtre. Dès aujourd'hui je « vous en attribue la possession future. Les *unitaires* ont vendu « la patrie à l'étranger ; apposons sur leur front le cachet des « traîtres et ne leur faisons pas de merci. Eux seuls sont cause « que les étrangers sont *tout ici*, et vous rien sur le sol de la « patrie. Ils ont voulu faire de votre pays une société euro- « péenne, ils poussaient même leur audace ridicule jusqu'à « vouloir vous vêtir comme des Français ! C'est pourquoi les « étrangers ont été toujours leurs alliés. C'est encore pour « cela que les gouvernements étrangers ne nous rendent pas « justice et plaident la cause des *unitaires*.

« Aux étrangers toutes les jouissances, à vous toutes les « charges. Ils ne partagent aucunement vos fatigues, et ce- « pendant ils viennent exploiter la richesse de notre sol, tan- « dis que vous perdez vos biens et répandez votre sang pour « vous préserver de la domination des *unitaires*. Ingrats, in- « justes étrangers qui *méconnaissent qu'ils doivent leur exis- « tence dans ce pays à la clémence de votre restaurateur ! !* « (titre donné entre autres à Rosas.)

« C'est pourquoi vous les haïssez, n'est-ce pas, et vous les

« haïssez avec raison, car ils sont nos ennemis nés, et nous « devons élever un mur infranchissable entre eux et nous. Ils « nient le droit de souveraineté que vous avez conquis par des « efforts héroïques, et ils refusent de se soumettre à nos lois. « Courage, vaillants enfants de cette terre, ce sol, cette eau, « cet air, la lumière de ce soleil sont notre propriété, et *nous « pouvons en limiter l'usage*, nous pouvons aussi le grever « des conditions qui nous conviennent, car notre droit est « souverain.

« Ouvrez le code des nations, vous y verrez que tout État a « le pouvoir de refuser l'entrée de son territoire à l'étranger, « de lui permettre ou de lui refuser le droit d'acquisition d'im- « meubles. La venue de l'étranger sur notre sol nous est per- « nicieuse, car c'est eux et non pas l'ambition de nombreux « prétendants qui ont mis le feu à la torche de la guerre ci- « vile. Ils traversent l'Océan, non pour chercher la richesse « et le bien-être, mais pour voir couler votre sang et vivre au « milieu des ruines et dans l'horreur de luttes fratricides.

« L'Europe veut nous conquérir, elle veut conquérir l'Amé- « rique, réveillons-nous, excitons la colère de nos enfants, et « quand les fibres de leurs cœurs tressailleront de haine contre « l'étranger, mettons les armes à la main, et que de nos poitri- « nes s'élève à l'unisson ce cri terrible : Mort à l'étranger! La « guerre de l'indépendance a recommencé, ceux qui nous la font « sont des Européens. Auriez-vous peur du pouvoir de l'Europe? « Ne savez-vous pas que pendant deux ans et plus, durant un « blocus rigoureux, je l'ai neutralisé, et que dans cette lutte « avec la France j'ai acquis gloire et renom au peuple améri- « cain. Quand bien même l'Europe entière viendrait fondre « sur nous, est-ce que l'Amérique ne se lèverait pas en masse « contre elle et ne formerait pas ainsi une barrière américaine « infranchissable? Contre nous-mêmes, contre nous seuls, que « pourrait l'Europe? attaquer notre littoral, tandis que nous » lui ferions une blessure *profonde, irréparable ;* nous nous « ensevelirions sous nos propres ruines avec les *auteurs de « l'intervention*, ou nous leur abandonnerions nos côtes et

« nous occuperions nos *pampas*. Là serait la patrie, là nous « serions souverains inexpugnables[1]. »

Il est facile de calculer l'effet de ces déclamations officielles répétées avec persévérance et formulées de diverses manières, pour les mettre à la portée de toutes les intelligences, afin qu'elles agissent dans le sens voulu sur l'imagination des masses, dont l'état moral est en réalité très inférieur à celui des étrangers qui viennent vivre au milieu d'elles.

Ces masses, en effet, sont endurcies à la fatigue et habituées à braver les vicissitudes de la vie nomade ; elles aiment l'aventure et le danger ; elles n'ont à sacrifier aucune jouissance actuelle, et, par tous ces motifs réunis, il est facile d'exciter chez elles de vigoureuses antipathies.

On comprendra sans peine la valeur de cette appréciation, si l'on considère que sur toute l'étendue du territoire que Rosas a soumis à la domination des agents de sa dictature, une seule voix se fait entendre, et c'est la sienne ; les idées qui lui sont propres sont les seules qui peuvent être propagées, sous peine de confiscation et de mort.

Ainsi la haine pour l'étranger, la faculté de l'opprimer ou de le cha ser du pays, sont des dogmes de l'*américanisme* de Rosas que nul n'oserait contredire ou discuter sous sa domination.

Rosas propage les maximes comme Mahomet propageait le Coran, c'est-à-dire le fer et le feu à la main. Il faut croire ou s'enfuir, il faut croire ou mourir ; mourir, fuir ou vaincre, le feu par le feu, le fer par le fer, telle est la fatalité du système de Rosas.

C'est ainsi que la lutte qui détrempe ce malheureux pays dans le sang de ses enfants est parvenue à se donner une formule nouvelle. La civilisation, traquée dans toutes les voies qu'elle s'était ouvertes jusqu'à ce jour, s'est arrêtée pour en-

[1] Cette prosopopée de nouveau goût est formée textuellement de documents et de discours officiels ; nous les avons cités dans nos *Apuentes historicos*, nous référant à la *Gazette de Buenos-Ayres*, qui les a publiés.

gager son dernier combat à mort derrière les derniers remparts qui lui restent dans ces pays, les seuls remparts qui aient repoussé jusqu'ici l'insurrection de la barbarie. Ces remparts sont : *l'indépendance de la république de l'Uruguay, le droit et les immunités des étrangers.*

Ces deux principes se sont unis étroitement parce que tous les hommes sans passion ont compris la solidarité qui existait entre eux. Si la question qui nous occupe eût été bien étudiée en Europe ; si les statisticiens de l'Europe avaient élevé leurs vues ; s'ils s'étaient débarrassés des préoccupations et de l'ennui qui les gagnent parce qu'ils ne s'attachent qu'à la superficie de nos guerres civiles et surtout aux diffamations insensées qu'elles produisent ; s'ils eussent observé avec plus de soin la marche de la civilisation dans ces pays, les principes et les intérêts qui se trouvent engagés sous la fange sanglante de nos guerres civiles et les idées qui se cachent sous les oripeaux de nos combattants, ils n'auraient pas demandé aux populations américaines : Pourquoi vous armez-vous? Pourquoi ne préférez-vous pas le travail utile de nos ateliers à vos champs de bataille? Vivez et travaillez en vous maintenant neutres dans ces débats de l'ambition qui ne vous regardent pas. Les hommes studieux de l'Europe, disons-nous, n'auraient point tenu ces discours parce qu'ils auraient compris que nos populations américaines, en se jetant dans tous les hasards de la guerre civile, n'avaient fait qu'obéir à la loi primordiale de la conservation propre. Ils auraient compris que sous les murs de Montevideo allait se prononcer une sentence solennelle dans le grand procès de la civilisation de ces contrées, et que non-seulement les principes, mais encore tous les intérêts européens se trouvaient profondément engagés dans la lutte. Enfin ils se seraient convaincus que Rosas se préparait à triompher dans cette lutte *et de la civilisation de son pays et de tous les intérêts européens*, en détruisant la république de l'Uruguay.

Rosas sait, en effet, que l'Europe est bien puissante dans le Rio de la Plata en y trouvant un petit coin de terre amie où elle puisse s'appuyer sur les goûts de la civilisation et sur les in-

térêts industriels de ces pays. Sa théorie sur le pouvoir dans nos contrées, théorie que nous jugeons très correcte, à son point de vue, ne peut se développer avec succès que par l'unité du territoire, c'est-à-dire par la soumission absolue et la possession de toutes les côtes.

Le jour où l'Europe n'aura pas un point, une ville amie sur les rives de la Plata, sur lesquels elle puisse s'appuyer, c'est-à-dire le jour où le système de Rosas aura prévalu depuis le cap Horn jusqu'au cap Sainte-Marie, il deviendra bien difficile à l'Europe d'avoir raison des exigences de Rosas.

Si elle a recours au blocus, elle n'obtiendra que des résultats négatifs.

Le blocus du littoral argentin seul, que la France ne put faire d'une manière complète, lui aurait été impossible et inutile sans l'alliance de la république de l'Uruguay et la coopération de l'émigration argentine.

Quant aux moyens dispendieux des expéditions militaires faites dans le but d'opérer isolément et indépendamment de toute alliance locale, il présenterait, à la nation qui l'adopterait, de graves difficultés dans ses rapports avec les autres puissances. Ces difficultés seraient aussi très sérieuses par rapport aux populations de nos pays, et elles jetteraient le gouvernement étranger qui s'y engagerait dans des frais considérables pour le transport des munitions nécessaires à une grande armée à 2,000 lieues de distance. Le seul résultat qu'on obtiendrait serait l'occupation de quelques points du littoral, qui condamnerait l'armée d'occupation à une guerre interminable et dévorante. En un mot, la guerre en Amérique, faite seulement avec des éléments européens, c'est-à-dire *la guerre de conquête*, deviendrait pour le gouvernement qui oserait l'entreprendre un cancer incurable.

Il est donc clair que Rosas, en prévision de ses projets ultérieurs, a besoin de s'emparer à tout prix de la république de l'Uruguay, soit qu'il y établisse un gouvernement qui se lie de tous points à son sort et pour toutes éventualités, soit qu'il y plante son propre pavillon.

La possession de la république de l'Uruguay lui permettrait d'achever de soumettre la partie du territoire argentin qui se trouve perpétuellement en état de fermentation.

La soumission du Paraguay en serait aussi la conséquence, car le Paraguay ne peut, par ses propres forces, s'ouvrir la navigation du Parana, unique voie que Dieu lui ait donnée pour se mettre en relation directe avec le monde civilisé.

Dans cet état que deviendra le Brésil ?

Le Brésil sera révolutionné par Rosas, ou il lui fera ouvertement la guerre pour donner de l'occupation aux forces nombreuses dont il pourra disposer alors et pour satisfaire les goûts de pillage que donnent ces guerres vandaliques.

Que Rosas pût attenter avec succès à la tranquillité du Brésil, cela nous paraît évident. Il a déjà eu recours à cet expédient pour augmenter son action délétère dans la république de l'Uruguay ; il en trouverait encore les moyens en proclamant la liberté des esclaves du Brésil ; même il ne serait pas difficile qu'il trouvât un auxiliaire dans l'esprit de parti ; et cet esprit existe dans le Brésil comme dans toute l'Amérique du Sud, où rien n'a été encore fortement consolidé. Enfin ce prétendu et très faux *américanisme* de Rosas, qui a rencontré quelques échos dans le Brésil, pourrait encore lui venir en aide.

Cet état de répulsion systématique, fait à l'Europe par le système de Rosas, pourrait gagner du terrain dans l'Amérique, et voici pourquoi :

La similitude qui existe entre l'origine des collisions de Rosas avec les étrangers et les causes qui amenèrent en 1838 le blocus de Mexico par la France, les diverses complications qui suivirent ce blocus et celles qui donnent lieu à des conflits journaliers sur les côtes du Pérou, pourraient amener une similitude de résultats.

Tous les chefs de parti qui aspirent à la domination à tout prix ne resteraient certainement pas sourds à la voix de Rosas victorieux. Celui-ci s'adresserait non-seulement à l'ambition des chefs, mais aussi aux antipathies des populations peu

éclairées en les flattant comme il le fait dans son pays, et peut-être (Dieu nous en garde !) peut-être verrait-on alors se réaliser la première ligue américaine qui aurait pour but de refouler la civilisation sur l'autre bord de l'Atlantique, d'où elle avait été portée en Amérique.

Nous prévoyons que bien des esprits préoccupés pourraient regarder ce résultat final comme impossible, et cependant qui aurait osé, voilà très peu d'années, ne pas déclarer impossibles les événements dont nous avons été les témoins et les victimes? Assurément ces événements étaient beaucoup moins probables que ne le serait le succès de la propagande du *système américain* de Rosas, si ce tyran prenait l'Europe dans le piége qu'il lui tend, et venait à la vaincre par l'astuce, puisqu'il ne lui est pas donné de la vaincre par la force, tant que la république de l'Uruguay conservera son indépendance de fait.

Le succès de cette propagande serait assuré le jour où Rosas verrait sa domination fortement établie dans la république de l'Uruguay. Alors il n'aurait besoin que de temps et peut-être moins que celui qu'on pourrait raisonnablement calculer d'après le mot de M. de Pradt : « *Rien n'est impossible dans l'Amérique.* » Maxime vraie qui peut s'appliquer au bien comme au mal.

Rosas devenu prépondérant dans la république de l'Uruguay par son influence sinon par ses armes, l'aspect de l'Amérique du Sud pourrait changer totalement, et Rosas pour le moment l'emporterait sur l'Europe dans la Plata. Oh! alors Rosas serait véritablement puissant, car il ne connaît d'autre droit que celui de la force, et alors la force serait pour lui.

C'est à un tel état de choses que nous faisions allusion lorsque nous admettions l'hypothèse de l'abandon des marchés de Rio de la Plata de la part de l'Europe.

Les hommes éclairés du continent européen n'ont pas prévu une telle extrémité parce qu'ils n'ont pas approfondi cette question, parce qu'ils ne se sont pas rendu compte de la fragilité des traités, *en tant que liens*, vis-à-vis d'un gouver-

nement qui repose sur la déception et sur l'absence totale de morale; enfin parce qu'ils n'ont pas observé que Rosas ne peut s'accommoder de la civilisation, parce qu'il lui faudrait changer de système, et qu'un changement de système mettrait fin tout naturellement à son pouvoir.

Aussi les gouvernements de l'Europe n'ont pu que l'irriter profondément et jeter la rancune dans son âme, en lui arrachant par des menaces assez vigoureuses quelques traités d'une valeur très douteuse; encore ont-ils dû, pour atteindre ce résultat éphémère, découvrir son côté faible par des tentatives qui auraient pu amener un résultat décisif, mais qui ont été insuffisantes par la raison qu'elles étaient incomplètes.

Ces tentatives ont mis Rosas sur le bord de l'abîme; elles l'ont éclairé sur sa véritable situation; elles lui ont inspiré le plan que dès lors il a déroulé, guidé par les leçons de l'Europe et par ses propres instincts.

Le seul sacrifice qu'on ait pu obtenir du dictateur est celui de quelques actes de violence qu'il présentait, du reste, comme des accidents passagers, bien que pénibles, mais inévitables dans une lutte qu'il dirigeait quant à lui, disait-il, vers la stabilité gouvernementale et la paix générale.

Il a invoqué le droit comme il invoque le système représentatif, et il a fait résonner dans les deux hémisphères sa propre apologie, achetée au poids de l'or et destinée à défigurer le passé, à donner une explication plausible du présent et promettre la tranquillité pour l'avenir. Il a pensé que cela suffirait pour éloigner les cabinets européens des mesures efficaces qui auraient consolidé l'avenir de leur commerce, à cause de leur répugnance actuelle à voir s'augmenter leurs embarras pour des intérêts éloignés et peu définis encore.

En même temps il réprimait l'action des agents étrangers qui résidaient près de lui en les menaçant de la lourde responsabilité d'une crise dans laquelle ces agents pourraient voir anéantis d'un seul coup la vie et la propriété de leurs nationaux.

Dans ce but, lui dont la volonté est la loi suprême à laquelle

tous obéissent stupidement, il se représentait à ces agents comme dominé, et s'efforçant en vain de contenir l'explosion terrible de l'effervescence populaire, effervescence qu'il maniait à son gré et dont les scandales si souvent répétés n'attestent que trop évidemment les principes qui règlent la conduite du dictateur.

Pendant qu'il s'est occupé ainsi à tromper, à négocier et discuter, sans cesser jamais d'alimenter le feu terrible de la haine aux unitaires et aux étrangers, il a avancé autant que possible dans son projet de conquête de la république de l'Uruguay.

Merci, et en avant! s'écriait-il en 1842, à la France et à l'Angleterre, quand ces deux grandes puissances songèrent à protester contre l'invasion de la république de l'Uruguay par l'armée de Rosas.... Et lui s'empressait de pousser dans cette république son armée haletante de guerre, de ruines et de désolation.

Rosas alors considéra son triomphe comme assuré sur la rive gauche de la Plata, parce qu'il ne croyait pas aux miracles du patriotisme, parce qu'il ne savait pas que ces miracles jailliraient des murs de Montevideo, qui renfermaient une population animée d'un patriotisme pur, sublime, capable d'efforts désespérés et irrésistibles.

L'attitude qu'il avait prise tandis qu'il caressait la chimère de sa conquête, méprisant comme vaine et momentanée notre résistance, prouve évidemment qu'il n'attendait que sa victoire sur nous les défenseurs de Montevideo, pour compléter son système d'omnipotence et faire plier sous son joug tous les intérêts européens.

La résistance de la république de l'Uruguay brisa la coupe dorée de ses illusions en 1843, et lui a fait remettre encore à une époque plus reculée son projet de domination absolue, qu'il voyait entouré de nouvelles difficultés et de nouveaux dangers.

VI

Derrière les tranchées qui couvrent Montevideo, au milieu des ruines qui jonchent le sol, du sang qui l'inonde, des misères et du deuil qui remplissent son enceinte, apparaissent les manifestations de l'esprit civilisateur.

Cet esprit vivifiant soutient, par sa seule vertu, de malheureux enfants du christianisme et de la civilisation qui luttent, souffrent et meurent sur le mur d'enceinte de Montevideo, depuis huit années.

Par la force de cet esprit de vie, ils sont là, pourvus d'une triple cuirasse à l'entour de leurs cœurs, les yeux fixés vers l'horizon lointain d'où leur vint la lumière qui éclaira leur intelligence, d'où se fit entendre la parole qui les a guidés, d'où ils ont reçu la croyance dont ils sont devenus les apôtres et les martyrs.

Sous l'égide de cette trinité, composée des lumières, de la parole, et des croyances de la civilisation, d'où émanent tous les biens moraux, les nobles défenseurs de Montevideo ont puisé la conviction profonde qui crie au fond de leurs cœurs : *Vivre civilisés ou tomber en combattant la barbarie.*

Tous les actes des Montevidéens sont comme un témoignage de la devise qu'ils ont adoptée, et la preuve de notre assertion se trouve dans la comparaison de ces actes avec ceux du système que Rosas veut nous imposer. Le parallèle en est saisissant. Montevideo est soumis aux horreurs d'un long siége ; eh bien ! au milieu des malheurs qui l'accablent, le régime des hôpitaux est amélioré et l'on en crée de nouveaux. L'organisation de l'établissement des Enfants-Trouvés reçoit d'heureuses modifications; on établit des sociétés de charité, on distribue des secours publics.

A Buenos-Ayres, *sous prétexte du blocus français,* le gouvernement qui dispose sans réserve ni contrôle des planches du papier-monnaie, ferme les hôpitaux, retire tout secours,

tous subsides aux maisons de refuge des enfants et des aliénés, renvoie les malades; et la fin du blocus ne fit pas cesser cette cruauté.

Dans les armées de Buenos-Ayres il n'y a pas un seul hôpital; les troupes qui assiégent Montevideo ont à peine un toit de chaume pour abriter leurs blessés. C'est à Montevideo que l'on vient demander des secours en faveur de quelques rares familles fixées près d'Oribe, et auxquelles il est tenu de porter attention dans l'intérêt de sa cause; Oribe lui-même a sollicité pour son propre compte l'envoi de nos médecins. Le caractère sacré du médecin au chevet du blessé, du moribond, auquel le médecin prodigue, sur son lit de douleur, les soins de son ministère, ce caractère si respectable est méconnu dans les armées de Rosas. Aussi tandis que les blessés de l'armée qui nous assiége, dès qu'ils devenaient nos prisonniers, étaient soignés dans nos propres hôpitaux, à côté de nos propres blessés (car il n'y avait plus d'ennemi pour nous dans l'adversaire souffrant), chez Rosas *on égorgeait nos prisonniers blessés, ainsi que nos médecins que le sort des armes faisait tomber au pouvoir du dictateur*.

Et ceci n'est point écrit sous l'impression mauvaise de la haine : nous en avons fourni les preuves officielles dans nos *Apuntes historicos*. Nous y renvoyons nos lecteurs[1].

Lorsque la guerre éclata, la population de la campagne vint chercher un abri derrière nos murailles. Les habitants de la cité ne se contentèrent pas d'offrir à leurs concitoyens un asile ordinaire; on créa des écoles pour leurs enfants; les instituts historique et géographique, celui de l'instruction publique, furent fondés; l'enseignement reposa sur des bases certaines, et l'université fut installée. Dernièrement nous assistions aux premiers examens professionnels qui aient eu lieu dans notre pays.

L'administration du général Rosas, au contraire, a laissé tomber en décadence ou a détruit toutes les institutions qui

[1] Voir documents, page 34, au livre *Apuntes historicos*.

avaient mérité à la ville de Buenos-Ayres le beau nom d'*Athènes* de l'Amérique du Sud. En 1840, les professeurs de l'université ont cessé de rece voir leur traitement, les élèves étaient tenus de pourvoir à leurs besoins. Depuis cette époque les seuls règlements qui aient été publiés ont pour objet de borner l'enseignement, de proscrire les textes de la doctrine libérale de l'enseignement européen et d'entraver la marche des progrès que pourraient faire naître les professeurs étrangers.

Depuis les rudiments jusqu'aux sciences les plus élevées tout est soumis aux préceptes du décalogue gouvernemental : *Mort aux sauvages unitaires, haine aux étrangers.*

En même temps que durant l'année 1840 le gouvernement de Buenos-Ayres retirait son appui pécuniaire aux établissements de charité et d'instruction publique, les états de dépenses officielles étalaient impudemment le chiffre des sommes payées pour délation aux domestiques des deux sexes[1].

On trouve, dans ce compte-rendu des dépenses, des articles ainsi formulés :

« Au colonel don Ramon Rodriguez, *huit cents piastres*, qu'il remettra au juge de paix de la quatrième section de Monsalvo, afin de payer les trois individus qui ont *coupé la tête* au malfaiteur Jose Ignacio Frias. » (*Gazette de Buenos-Ayres*, 27 février 1840.)

On appelle la victime *un malfaiteur*, mais on ne cite aucun acte légal qui établisse ses crimes. C'est une classification dans laquelle le gouvernement range ceux qu'il veut faire périr.

Pendant le siége, le gouvernement de Montevideo améliore le sort des hommes détenus dans les prisons.

Dans Buenos-Ayres l'emprisonnement devient une cause de mort certaine, lente et douloureuse, précédée par des tortures, à la cruauté desquelles les étrangers refuseraient d'ajouter foi.

A Montevideo, avant et depuis le siége, on a essayé de

[1] *Apuntes historicos*, page 25.

donner aux spectacles publics et aux fêtes un but d'amélioration morale pour les assistants.

A Buenos-Ayres les fêtes publiques se sont converties en profanation des temples, en profanation de la morale publique, en dégradation de l'espèce humaine; on y fait bon marché de la dignité de l'homme et de la pudeur de la femme.

Ceci pourrait paraître exagéré, mais pour la honte de ces malheureux pays cette assertion n'est que trop fondée; nous en avons enregistré les preuves officielles puisées dans les documents publiés par la *Gazette officielle de Buenos-Ayres.* (Pages 30 et suivantes. *Apuntes historicos.*)

Les théâtres de la capitale de Rosas ont été transformés en école de meurtres et d'*égorgement.*

En effet, dans tous les journaux de Buenos-Ayres du 23 décembre 1841, on trouve une annonce de théâtre rédigée en ces termes :

Le spectacle finira par l'admirable et incroyable bluette intitulée : *Le duel d'un fédéral avec un sauvage unitaire, dans lequel le premier égorgera le second à la vue du public.*

En racontant ces faits dont, comme on le voit, l'authenticité est irrécusable, il est impossible de ne pas s'écrier dans toute l'amertume de son cœur : Comment au sein de la civilisation, au milieu du dix-neuvième siècle, peut-il exister une seule voix, un seul bras qui ne s'élève pas avec indignation contre un pareil système qui, depuis quinze années, n'a pas donné un seul jour de paix, n'a pas laissé un seul gage de bien à la société dont il a au contraire ébranlé, perverti toutes les bases, en méprisant l'humanité, en profanant la famille et en violant la propriété ?

Ce système, en détruisant toutes les notions connues de la morale, est parvenu à décimer les populations, à ruiner les capitalistes, l'industrie, le commerce, la navigation, les établissements publics et privés, à paralyser, en un mot, le mouvement moral et intellectuel du pays, et arrêter ses progrès matériels.

Comment peut-il se faire que dans les grands foyers actuels

de l'intelligence humaine, sur le théâtre même des plus grands drames historiques, dans l'arène où se débattent tous les systèmes, toutes les utopies et même les pouvoirs politiques; comment, répétons-le, est-il possible qu'il existe dans toute l'Europe un homme de sens droit qui puisse penser consciencieusement qu'un pouvoir personnel fondé sur la violence, la terreur et le crime puisse se consolider et durer? Où trouver un homme de bonne foi qui admette qu'un pouvoir qui ne s'appuie à l'intérieur sur aucune nécessité, sur aucun intérêt social, un pouvoir qui lutte, au contraire, à l'intérieur et à l'extérieur contre les dogmes éternels de la justice, contre les besoins intellectuels et les intérêts matériels de l'époque, puisse être reconnu *utile* par ceux-là mêmes qui le subissent? Comment croire enfin qu'un pouvoir qui vit par la lutte et pour la lutte, un pouvoir public qui se résume par une seule volonté, et qui a pour but l'intérêt unique d'un homme, au détriment et au scandale des intérêts publics, puisse jamais devenir un pouvoir *nécessaire?* Pourquoi donc serait-il nécessaire? nous le demandons à ceux qui, au moyen de ce mot, tentent d'échapper à la difficulté du moment.

A quels intérêts, à quelles nécessités sociales Rosas a-t-il donné satisfaction? Serait-ce à l'accroissement du commerce, au développement de l'industrie, à la protection accordée à l'augmentation de la population, impérieuses nécessités du pays qui forment aussi les avantages les plus réels pour l'Europe? Nul n'oserait soutenir cette thèse. Serait-ce à l'éducation des populations qu'il domine? serait-ce à la formation des mœurs politiques? à l'établissement des habitudes d'ordre et de discipline? Il suffit de toucher du pied le sol de Buenos-Ayres pour être certain que la seule chose qu'on enseigne à sa population est la duplicité, l'hypocrisie et la crainte : la crainte d'un seul homme et non d'aucunes lois morales ni politiques.

Serait-ce aux besoins du travail? aux habitudes industrielles de la vie? Mais il n'y a dans ce pays ni travail ni industrie, partout on y rencontre *la guerre*.

Au lieu d'ateliers, des campements; le fer de la lance remplace le soc de la charrue; au lieu du commerçant, du laboureur, de l'homme utile, des soldats ou des assassins! Loin de voir les mœurs civilisées progresser parmi les habitants des campagnes, on remarque, chaque jour, avec douleur, que les allures excentriques de la vie nomade, de l'existence aventureuse envahissent brutalement les cités.

Le jour où Rosas disparaîtra que restera-t-il de sa longue, de sa hideuse, de sa sanglante dictature?

Quelle idée, quelle institution, quelle amélioration sociale, quelle coutume utile au progrès et à l'organisation de ces contrées, trouvera-t-on à la place de cette dictature cruelle?

Le système de Rosas, pour tout homme qui a réfléchi un instant sur les résultats obtenus par l'humanité dans ses luttes séculaires, se résume en un grand crime invitant au crime, en un énorme scandale générateur d'autres scandales, en une lutte qui finira comme elle a commencé : au milieu du sang, des ruines, de la désolation, du deuil, et des larmes.

Si la sentence évangélique a dit : *Celui qui fait périr par le fer, par le fer périra,* de son côté l'histoire nous montre la réalisation de cette grande et divine sentence.

VII

Nous avons fait voir assez nettement combien les idées et les intérêts de la population, du commerce et de l'industrie des Européens se trouvent intimement affectés par l'antagonisme des systèmes qui luttent au pied des murailles de Montevideo, pour faire comprendre que les gouvernements du vieux continent ne peuvent demeurer étrangers à cette lutte quels que puissent être leur indifférence ou les détours qu'ils prennent pour éviter d'y participer. Ils peuvent se séparer temporairement et ostensiblement du conflit; mais pour s'en éloigner d'une manière permanente, il faudrait qu'ils pussent se résoudre à une impossible abdication : celle de renoncer à ouvrir des débouchés à leur commerce, aux produits de leur industrie, à

l'exubérance de la population et au développement de leur marine.

Ces nécessités sont inexorables; elles sont trop senties pour avoir à les développer. Déjà elles ont donné lieu à un problème d'une solution très difficile, très dangereuse, même pour l'état social de l'Europe, qui voit avec crainte et douleur la civilisation s'affaisser sur ses bases.

On peut affirmer qu'au point de vue industriel l'Europe est dans un état réel de pléthore; au point de vue de la population, son état de plénitude est avéré.

Ces conditions lui font une loi de chercher les moyens d'écoulement les plus avantageux.

Ce déversement se présente dans les conditions les plus désirables sur le sol vierge, fertile et dépeuplé de l'Amérique, dans l'immensité de nos campagnes que la charrue n'a point encore sillonnées et qu'arrose une magnifique canalisation fluviale capable de transporter l'action civilisatrice et la vie industrielle dans toutes ses parties les plus reculées. De ce double fait relatif d'une part à l'Europe, de l'autre à l'Amérique, découlent naturellement des relations politiques et diplomatiques de nature nouvelle entre les nouveaux États américains de la langue espagnole, qui ne sont point encore organisés, et l'Europe qui doit leur envoyer l'excédant de sa population et de son industrie.

Ces relations sont complétement différentes de celles qui existent entre les divers États du continent européen.

Entre les puissances continentales sur le bord européen de l'Atlantique surgissent fréquemment des questions d'équilibre et d'influence politique, de concurrence dans la production industrielle et manufacturière.

Ces sortes de questions ne sauraient exister actuellement entre nous, Américains du Sud, et les différents États de l'Europe.

La base des rapports avec nos contrées consiste au contraire dans l'émigration et l'échange commercial le plus étendu possible.

Les bras et les capitaux apportés par l'émigration et le commerce exigent, comme condition vitale pour leur prospérité, un état de paix assuré, la sécurité de la personne et l'inviolabilité de la propriété ; enfin une légitime liberté de travail et d'industrie. Telles sont les conditions essentielles sans lesquelles bras et capitaux restent paralysés, et qu'ils ont le droit de *réclamer impérieusement.*

Nous le reconnaissons et le proclamons sans embarras aucun :

C'est là le droit de l'Europe !

Aucun des principes absolus de la loi écrite ou coutumière des peuples civilisés ne saurait avoir une force plus rationnelle, plus pure ou plus digne.

L'Europe, ayant donc le *droit* d'exiger des conditions de vie et de développement pour les personnes et les capitaux de ses nationaux, possède aussi le droit d'adopter les mesures propres à obtenir ces conditions de vie et de développement, en choisissant toutefois, parmi les mesures à employer, celles qui s'harmonisent le mieux avec l'indépendance et les mœurs de nos pays.

Les traités que l'Europe s'est empressée de négocier avec les États de l'Amérique méridionale, lorsqu'elle ne les leur a pas imposés, ces *mêmes traités* que les gouvernements de l'Europe ont présentés à leurs pays comme des solutions satisfaisantes, comme de véritables triomphes, sont substantiellement un peu plus que *lettre morte.*

Nul traité de commerce ne saurait satisfaire aux nécessités primordiales du commerce et de l'émigration de l'Europe dans nos contrées, tant que la vie, la propriété et l'industrie des étrangers n'y seront pas suffisamment garanties.

S'il n'y a pas de paix, il n'y aura nul progrès possible pour la propriété et l'industrie ; c'est à peine si l'on aura l'assurance de la simple conservation du bien acquis.

Si le citoyen indigène ne travaille pas, si le fruit de son labeur est altéré ou perdu par la guerre ou par le système gouvernemental qui pèse sur lui, il y a nécessairement dimi-

nution dans la production, par suite dans la consommation, tant pour les produits indigènes que pour les manufactures étrangères.

S'il n'y a pas de sécurité pour la vie et la propriété de l'indigène, toute transaction, tout contrat entre celui-ci et l'étranger devient sans garantie, dès lors très difficile, sinon impossible.

C'est avec un tel état de choses que l'on verra tarir les sources qui peuvent alimenter l'émigration et le commerce étranger, et alors on se demande de quelle efficacité peuvent être les traités demandés ou imposés par l'Europe, en présence des maux imprévus dans les bases des conférences, maux qui viendront assaillir tous les intérêts à la fois dans la pratique et l'application des rapports entre l'étranger et l'indigène.

A quoi donc peut servir un traité en présence des effets qu'amène inévitablement un mauvais système de gouvernement? Or ces effets paralysent ou détruisent tous progrès.

A l'appui de cette assertion, nous citerons un exemple puisé dans le livre du diplomate anglais dont nous avons déjà parlé. Sir W. Parish, en s'occupant de la province argentine de Santa-Fé, dit :

« En d'autres temps, Santa-Fé, sous la protection du gou-
« vernement central qui ne regardait pas à la dépense pour
« construire des ponts et maintenir les troupes nécessaires
« pour repousser les Indiens, était devenu non-seulement le
» point de jonction entre Buenos-Ayres et le Paraguay, mais
« encore entre ces pays et les provinces de Cuyo et Tucuman.
« Les vins et les fruits de Mendoza et San-Juan étaient amenés
« à Santa-Fé, pour être de là transportés à Corrientes et au
« Paraguay, d'où on retirait en échange toute la *yerba mate*
« nécessaire à la consommation, non-seulement des provinces
« déjà citées, mais encore du Chili et du Pérou, consomma-
« tion qu'on évaluait à trois ou quatre millions de livres pe-
« sant, seulement dans les susdites provinces argentines.

« Les estancieros de Santa-Fé étaient les plus riches de la
« vice-royauté ; leurs troupeaux couvraient, non seulement le

« territoire de Santa-Fé, mais encore ils occupaient de grandes « étendues de terrain sur les côtes orientales de l'Entre-Rios, « et ils fournissaient la plus grande partie des cinquante mille « mules acheminées annuellement sur Salta, pour les besoins « du Pérou.

« La situation de Santa-Fé est aujourd'hui bien différente. « La fermeture du commerce du Paraguay et du Pérou a ré- « duit cette province à l'état de misère le plus déplorable : « d'autre part, son abandon par la capitale lui a retiré ses « moyens de défense, et les Indiens sauvages ont pu attaquer « avec impunité la province, désoler la plus grande partie de « son territoire, et plus d'une fois menacer la ville elle-même « d'une destruction complète. »

Ce point central d'un commerce si actif entre le Paraguay, le Pérou, le Chili, Cuyo et Tucuman, ce territoire sur lequel étaient établis les estancieros les plus riches de la vice-royauté, se trouve aujourd'hui réduit à un village en ruines, comptant à peine 1,200 habitants; ce territoire reste improductif, et c'est tout au plus s'il nourrit le bétail nécessaire à la consommation. Enfin l'on n'y compte plus un seul estanciero possédant un peu de fortune; et cependant Santa-Fé est baigné par une de ces grandes artères destinées à porter la richesse et la prospérité, *par le travail,* partout où elle communique.

Toutes les autres provinces se trouvent aujourd'hui dans un état de décadence plus ou moins avancé.

Tel est le résultat du système gouvernemental, système qui ferme nécessairement le pays à l'émigration et au commerce de l'Europe; il le leur ferme de *fait* sans que les *traités* puissent l'empêcher.

Telle est l'action et la morale des traités imposés au gouvernement de Buenos-Ayres, ou qui ont été sollicités auprès de lui.

Nous avons admis l'hypothèse d'une garantie efficace des droits personnels de l'étranger résidant dans ce pays; mais sans sortir de *la lettre* des traités, ces mêmes garanties sont devenues illusoires. Nous le démontrerons par la pratique.

Que fera l'Europe, si le juge qui administre la justice, non comme l'organe impassible de la loi écrite, mais *effectivement* comme l'interprète d'un tyran, tue ou dépouille juridiquement l'étranger?

En distribuant, en effet, avec impartialité, pour les étrangers et les nationaux, la somme de justice possible sous une dictature irresponsable qui s'intitule *système américain,* la lettre des traités actuels sera sauvegardée en apparence puisqu'on aura conservé les formes juridiques, mais au fond l'étranger dépouillé restera dépouillé, et le mort, mort.

Au milieu d'un système dans lequel *la loi du pays* est l'absence de toute loi et de tous droits, dans lequel l'arbitraire, sous toutes les formes, même accompagnées de l'assassinat et de la confiscation, domine, nulle garantie sérieuse ne saurait exister. Il en résulte, comme nous l'avons dit, deux législations qui se repoussent et qui s'excluent.

Il faut que la main du tyran détruise les garanties que trouvait l'étranger parmi nous, ou que la tyrannie cesse d'exister.

Ce dilemme est inévitable dans la pratique des rapports internationaux.

Ne compte-t-on pas par centaines, par milliers, les réclamations des étrangers qui ont souffert au Rio de la Plata dans leurs personnes ou dans leurs propriétés? De nouvelles réclamations de ce genre ne se reproduisent-elles pas chaque jour?

Quelle ressource peut donc rester aux puissances dont le devoir précis est de donner aide et protection à ces étrangers? Appuyer leurs réclamations par des blocus : mais les blocus sont insuffisants par eux-mêmes, et ne deviennent plus une hostilité capable d'affecter des pouvoirs qui ne tiennent aucun compte des souffrances de la population qu'ils dominent, surtout lorsque ces pouvoirs exceptionnels disposent arbitrairement de la propriété particulière.

Ce qui s'est passé à Buenos-Ayres durant les six années de blocus que ce pays a subies dans l'espace de dix ans, prouve, jusqu'à la dernière évidence, ce qui vient d'être dit.

D'autre part, le blocus est une arme à deux tranchants, et,

dans le cas dont il s'agit, il entrave complétement le progrès et la marche du commerce qu'il prétend protéger.

Le blocus reconnu insuffisant, aura-t-on recours à la guerre, aux expéditions?

Dès lors il faudra un blocus, une guerre, une expédition pour chaque acte de violence, pour chaque méfait de spoliation.

Dès lors un blocus, une guerre, une expédition à deux, trois ou quatre mille lieues deviendront nécessaires chaque année, chaque mois, car il ne se passera pas une année, même un mois, sans qu'une violence ou une spoliation ne soit exercée par des pouvoirs essentiellement violents et exacteurs.

On comprend sans peine l'impossibilité de ce recours, et sans peine aussi on reconnaîtra que ce système de blocus ou de guerre amènerait u ne situation intolérable, car la peur détruirait à sa source l'élan de l'émigration et celui du commerce.

Le blocus de Buenos-Ayres de 1838 à 1840, le traité par lequel M. l'amiral de Mackau y a mis fin, n'ont modifié en rien la situation de Buenos-Ayres. Ni l'un ni l'autre n'ont opéré aucun changement en faveur du commerce et de l'émigration de l'Europe.

Les réclamations des Français victimes du système de Rosas n'ont pas cessé un seul jour de se faire entendre. L'influence et la considération de la France n'y ont pas gagné un atome d'accroissement.

En effet, deux ans à peine s'étaient écoulés, que déjà la France éprouvait le refus de sa médiation pacifique et amiable proposée dans le but d'empêcher l'explosion d'une guerre que le texte même de ce traité eût dû empêcher d'éclater, si l'exécution en eût été loyale.

Depuis son traité, la France a dû prodiguer ses trésors et le sang de ses soldats pour arrêter l'essor d'un homme avec lequel elle avait daigné consentir à traiter de puissance à puissance.

Fasse le ciel qu'elle ne sacrifie pas dans cette lutte mal engagée ce qui vaut plus que le sang et l'argent aux yeux de

tous, et surtout aux yeux de cette France si chevaleresque et si délicate sur le point d'honneur !

Le mal que nous signalons est incarné dans un système. Sans changer entièrement, ou du moins sans modifier d'une manière sensible ce système, la situation des choses sera toujours la même dans toutes ses conséquences.

Le mal comme le bien suit la loi naturelle : tous deux naissent et se développent. Pour nous, le mal est devenu chronique, il s'étendra, et à chaque nouvelle période exigera un traitement plus énergique, plus coûteux, plus difficile et d'un résultat plus incertain.

C'est là une vérité connue de tous, et l'histoire des complications européennes dans le Rio de la Plata le démontre à chacune de ses pages.

Au préjudice de l'Europe, au grand préjudice de l'Amérique, on a regardé ces complications au point de vue le plus étroit, le plus superficiel, on n'y a voulu voir que le préjudice causé à quelques *pacotilleurs* (c'est ainsi que nous les avons entendu nommer); on n'a cru y voir que les plaintes de quelques turbulents, la lutte de quelques ambitions, les jalousies de quelques localités, et même on aurait cru volontiers que le *géant des pampas* devait dédaigner d'entrer dans une lice où l'appelaient une poignée d'enfants mal élevés et d'aventuriers sans valeur.

Nous ne craindrons pas de confesser qu'on trouve dans notre lutte un peu de toutes ces petitesses, parce que dans tout ce qui est humain il faut qu'il y ait petitesse et misère. Ainsi le veut la loi naturelle.

Au pied du chêne dont la tête altière se perd au milieu des nuages se trouve la liane rachitique; et l'insecte établit son nid sur la même branche où vient se poser l'aigle, ce roi des airs. Mais vous, hommes d'étude qui vous occupez de la question de la Plata, ne vous arrêtez point à la liane près du chêne, à l'insecte près de l'aigle, et vous ne vous tromperez pas aussi facilement dans l'appréciation des accidents divers qui s'offriront à vous, et surtout dans celle des personnes.

Si vous examinez impartialement l'histoire des événements de la Plata, vous vous convaincrez que ce n'est point un esprit de turbulence qui a jeté dans les rangs de nos soldats la population étrangère, mais bien une nécessité vitale. Cette population avait besoin de paix pour accroître par le travail, dont elle nous donnait l'exemple, la prospérité dont elle jouissait au milieu de nous; et voilà qu'on lui porte la guerre.

Elle était liée à la fortune collective et individuelle des indigènes, à la prospérité du pays, qui lui donnait tant d'avantages en retour du travail de ses bras; et voilà que tout à coup la fortune collective et individuelle, la prospérité du pays, et tous les biens dont nous jouissions, elle et nous, sont mis en ruine.

N'est-il pas vrai que tout se lie dans l'ensemble des intérêts qui composent une société? Les intérêts commerciaux surtout forment une chaîne dont un anneau ne peut être rompu sans que toute l'économie commerciale ne s'en trouve ébranlée.

On le voit bien, nous n'avons pas besoin d'en appeler à ce que la France ne veut pas qu'on oublie quand on parle de ses enfants, c'est-à-dire l'intelligence, le cœur, et la civilisation dans le sein de laquelle ils sont nés, et qui forment partout le symbole le plus élevé de leur noble patrie.

Mais vous, hommes studieux et sévères qui ne devez pas céder aux entraînements de l'esprit et du cœur, déployez la carte géographique de ce pays, jetez les yeux sur le Rio de la Plata, suivez son cours et celui de ses affluents jusqu'à l'embouchure du Jaüru dans le Paraguay : à ce point s'arrête, en 1557, *Ruffeo de Chaves*, avec 220 hommes, dans les mêmes bâtiments qui les avaient portés à travers l'Atlantique. Eh bien! nul ne remonte aujourd'hui jusqu'à ce point si avancé dans nos terres américaines.

L'embouchure du Rio de la Plata est située par 35 degrés de latitude sud, et l'embouchure du Jaüru est sous la latitude de 16 degrés 20 minutes. La navigation fluviale peut donc s'étendre jusqu'à près de 19 degrés de latitude, c'est-à-dire que les pavillons européens peuvent remonter dans l'intérieur

de l'Amérique du Sud jusqu'à près de 400 lieues marines, suivant la route qui a été frayée par Ruffeo de Chaves, il y a près de trois siècles.

Si vous descendez aux détails vous verrez le Paraguay qui prend naissance à 12 degrés de latitude, le Parana à 17 degrés, enfin l'Uruguay avec ses 160 lieues navigables, jusqu'à son confluent avec le Parana (plus, beaucoup plus loin que la Seine dont la France est fière), tandis que sur la droite de ce dernier fleuve vous trouverez le Vermejo et le Pilcomayo, dont les sources se perdent dans les aspérités des cordillères du Pérou.

Ces voies fluviales rendent tributaires plus de 140,000 lieues carrées dans l'Amérique du Sud; ce territoire embrasse les climats les plus variés et les productions les plus diverses, car on trouve sur cette immense surface les glaces du pôle sur les pics des Cordillères, et le soleil de l'équateur, ainsi que tous les degrés de température qui existent entre ces deux points extrêmes.

Livrer ou non cette immensité de richesses encore inexplorées à l'industrie humaine, les faire entrer ou non dans le domaine de la civilisation, peupler ou non ces magnifiques sanctuaires de la nature, aujourd'hui déserts, améliorer ou non leur situation naturelle par le travail, semer ou non de villes et de villages ces vastes solitudes, porter la vie dans ces terres immenses et fécondes : *Telle est la véritable et aussi la plus grande question qui s'agite au Rio de la Plata dans l'intérêt du monde entier*.

Mais pour vous, statisticiens de l'Europe, il est encore une question d'économie politique qui vous touche plus directement dans ces affaires de la Plata : c'est de savoir si ces terres si admirablement canalisées vont servir de refuge et donner avec largesse un asile profitable et providentiel à l'exubérance de population et de production qui jette la perturbation dans vos villes, et qui menace les divers États de l'Europe d'un cataclysme social.

A vous tous, hommes civilisés qui professez une croyance,

qui respectez la religion de la conscience et de l'honneur, nous adresserons cette question d'humanité, de croyance, de conscience et d'honneur.

Faut-il que les territoires immenses que nous venons de parcourir sur la carte deviennent la proie de la barbarie ou appartiennent à la civilisation qui les lui dispute?

Nous, hommes de l'Amérique, enfants de l'Europe nés sous la croix du Christ que l'Europe est venue planter dans ces régions lointaines, enfants de la civilisation qu'elle y a introduite, nous vous soumettons ces questions.

Pour leur solution, *seulement pour cela*, nous avons sollicité votre concours; nous l'avons sollicité, alors que nous avions le droit de l'exiger.

Ces questions, comme toutes celles qui atteignent aux profondeurs de l'économie politique, peuvent bien être ajournées, on pourrait même dire mal traitées, comme l'a été celle de l'intervention, en 1845, intervention qui était la voie de solution la plus pratique; mais elles ne peuvent être ni ajournées ni mal traitées sans affecter d'une manière terrible, peut-être, la solution du problème social qui pèse sur l'Europe, et sans augmenter démesurément les difficultés qu'elle présente dans nos pays.

Voyez comme le mal s'accroît avec rapidité.

Voilà très peu d'années, les actes de spoliation contre la propriété particulière se réduisaient à quelques faits individuels; la législation condamnait ces actes. Aujourd'hui Rosas a décrété solennellement la confiscation, et il en fait l'application en masse.

Des provinces argentines, il a introduit la même théorie et les mêmes faits dans la république de l'Uruguay. Cet état de choses produit trois résultats également funestes : il perpétue la guerre civile, la rend héréditaire entre les spoliés et les spoliateurs, et ce genre de guerre est suffisant pour produire la barbarie. A d'autres points de vue, enfin, un pareil régime rend impossibles les rapports entre les nationaux et les étrangers, et paralyse par la non-sécurité la marche de la production.

N'est-ce pas assez pour amener la décadence du pays, et par suite la ruine du commerce étranger?

Nous avons reconnu que l'Europe avait droit de demander au nom de ses intérêts :

1° La paix publique.

2° L'inviolabilité des personnes et des propriétés.

3° Une légitime liberté de travail et d'industrie.

Nous avons ausssi reconnu qu'en ayant ce droit, l'Europe a celui d'employer les moyens pratiques les plus efficaces, et qui se concilient le mieux avec l'indépendance de ces pays.

Nous avons cherché à démontrer, en nous appuyant sur les faits, que les traités actuels, les menaces, et la force mal appliqués sont des moyens inefficaces.

Les moyens logiques à employer seraient à notre avis les suivants :

1° Ramener la confiance des amis de l'Europe sur l'efficacité, la loyauté et l'intelligence de l'intervention entreprise, en restaurant ainsi l'influence de la civilisation européenne.

2° Sauver résolûment, aux termes de l'intervention, les éléments américains qui se sont associés à elle dans l'intérêt de la civilisation.

3° Appuyer ensuite avec décision, par toutes les influences que la civilisation exerce, les gouvernements réguliers en Amérique, c'est-à-dire sans exception ni acception absolue tout gouvernement qui serait décidé à travailler en faveur de la civilisation et des améliorations que nos pays réclament.

4° Fortifier le plus possible les deux bases essentielles de la société que ces gouvernements sont appelés à régir, en établissant comme loi fondamentale le respect aux personnes et l'inviolabilité de la propriété.

Nul gouvernement qui mérite ce nom ne saurait méconnaître ces dogmes de toute société organisée.

Sécurité personnelle.

Inviolabilité de la propriété.

La justice rendue au nom de la loi, et nulle peine appliquée sans sentence légale et sans liberté absolue de la défense.

Ces dogmes sont écrits dans toutes les constitutions des peuples soumis à un régime représentatif; ils sont mis en pratique par tous les gouvernements civilisés, quelle que soit leur forme.

Sans le respect effectif et pratique de ces dogmes, il n'y aura dans nos pays ni organisation possible ni paix durable, et, par conséquent, aucun progrès, pas d'émigration, point d'industrie et nul commerce.

Que les gouvernements européens exigent que l'observance de ces principes soit formulée comme une obligation internationale; qu'ils déclarent que leur violation est un attentat contre le droit des gens, et qu'ils mettent hors la loi et au ban des nations tout gouvernement qui oserait porter atteinte à ces principes.

Cette seule déclaration deviendrait une base solide pour l'affermissement de notre société américaine, et, pourvu qu'on la fît suivre, le cas échéant, des moyens ordinairement employés pour exiger l'accomplissement du traité existant auquel cette clause serait ajoutée, les résultats deviendraient *pratiques, immédiats et féconds.*

Un exemple fera mieux comprendre notre pensée. L'abolition de la traite des noirs est un des bienfaits sociaux de notre époque, dans laquelle nous l'avons vue formulée *en principe.* Ce principe a été consigné dans les traités, et déjà notre époque assiste à l'accomplissement du fait.

Arracher à l'horrible esclavage dans lequel elles gémissent des populations blanches et chrétiennes qui font partie de la famille européenne transportée en Amérique, est une œuvre de rédemption plus glorieuse et moins difficile que la suppression de la traite des noirs.

En effet, on n'aurait pas à lutter, dans l'accomplissement de cette œuvre, contre les intérêts matériels, les habitudes, les préjugés enracinés qui favorisent la traite des noirs, parce que dans l'œuvre de la rédemption que nous venons de signaler pour la famille blanche, on doit compter sur l'appui des populations qui seront l'objet de cette rédemption.

La récompense de cette œuvre se trouverait dans l'acquisition morale de tout un monde riche et vierge, d'un monde qui donnerait terre, travail et fortune à ceux qui, en Europe, n'ont ni terre, ni fortune, ni travail, quelquefois même pas de pain. Tel est le but de la rédemption sociale dont nous nous occupons. On voit qu'il serait déjà assez utile et fructueux, quand bien même on ne trouverait pas dans sa réalisation la satisfaction d'un grand devoir accompli et les bénédictions de tout un continent.

Pour obtenir ces heureux résultats avec facilité et sans blesser des susceptibilités plus ou moins équitables, sans entreprendre surtout ce que des esprits timorés, ignorants ou intéressés représentent comme une *guerre d'Algérie à deux mille lieues de distance,* il est indispensable, toutefois, de solliciter franchement, loyalement, le concours des éléments homogènes avec ceux dont on veut favoriser le développement.

L'Amérique possède ces éléments nombreux et puissants à côté du théâtre même qu'occupe aujourd'hui l'intervention française.

Nous voulons parler du Brésil.

Le Brésil est limitrophe du Rio de la Plata. Cet empire est intéressé, en vue de l'équilibre politique nécessaire à sa propre conservation, à favoriser l'accomplissement de l'œuvre que nous signalons.

Pour se convaincre de l'intérêt essentiellement brésilien que cette œuvre renferme, il n'y a qu'à se reporter à l'histoire des luttes séculaires qui ont eu lieu entre les couronnes d'Espagne et de Portugal, et aussi au traité de paix auquel la république de l'Uruguay a dû sa formation en 1828.

Or le Brésil offre le tableau de la liberté civile la plus large et la plus éclairée qui existe dans l'Amérique méridionale. Il y est le représentant des principes d'ordre, de morale et de prospérité publique. Cette représentation que nul autre ne saurait lui disputer, la qualité d'État américain de premier ordre, son intérêt comme fondateur de la république de l'Uruguay, limitrophe avec les frontières du sud de l'empire, tout,

en un mot, donne au Brésil un titre pour être écouté et consulté en première ligne pour les affaires des pays qui l'entourent.

La première et la plus grande erreur de l'intervention anglo-française au Rio de la Plata a été de méconnaître ce titre.

Cette erreur explique suffisamment l'attitude qu'a dû garder le Brésil durant la lutte de l'intervention. Il était naturel qu'en se voyant éconduit sans être écouté, il s'enveloppât, silencieux, dans sa propre dignité; et, pour ne pas la compromettre, qu'il laissât en souffrance ses propres intérêts en acceptant avec résignation les plus douloureux sacrifices sans se plaindre.

Le Brésil avait été béni du ciel le jour où sur ses plages fut amené l'auguste fondateur de son indépendance; aujourd'hui encore il rend grâces au ciel pour les heureuses qualités dont il a doté l'auguste héritier du fondateur de cette indépendance, qui prospère à l'ombre de la paix et des institutions si libérales qui font la félicité du pays. Le Brésil est donc la base véritable, le point de départ nécessaire de tout ce qui peut se faire aujourd'hui de solide et de régulier pour la paix, pour la prospérité des pays qui l'entourent.

Cette opinion, que nous avons soutenue chaque fois qu'il nous a été donné d'être entendu dans les conseils de notre gouvernement, que nous avons renouvelée le jour même où se révéla l'erreur capitale, la première des erreurs de l'intervention anglo-française, est partagée par nos amis politiques.

En proclamant publiquement cette opinion, au moment même où la France veut sans doute prendre une résolution définitive au sujet des affaires de la Plata, nous croyons remplir un devoir et exercer un droit.

VIII

Après avoir émis les idées qui précèdent pour les lecteurs européens, qu'il nous soit donné de dire à nos compatriotes

les Américains, qu'en présentant sous cette face la question qui absorbe leur pensée parce qu'elle renferme leur avenir, nous croyons sincèrement être dans le vrai. Bien plus, nous invoquons loyalement l'action directe et officielle de la civilisation européenne pour préparer les destinées des populations de l'Amérique, et nous croyons fermement servir ainsi très efficacement la cause de la véritable indépendance américaine.

La raison qui nous incite avec le plus de force à marcher hardiment dans cette voie, nous la puisons dans la conviction d'un fait : *c'est que nous avons bien moins à craindre pour notre indépendance nationale des aspirations de l'Europe, que de nos propres aberrations*.

En effet, les bras et l'industrie qui produisent la richesse sont les éléments de toute indépendance solide et véritable.

Nous ne pourrons acquérir ces éléments sans avoir des gouvernements réguliers et stables; or si nous ne respectons pas les droits primordiaux de l'homme, si la propriété et tous les droits qu'elle confère sont sans cesse exposés à être violés chez nous, en un mot si nous n'ouvrons pas les voies les plus larges à l'émigration, à l'industrie, au commerce de l'Europe, en leur offrant toutes les garanties que demandent les développements de la civilisation, jamais, non, jamais, nous ne posséderons sur le sol américain des gouvernements réguliers et stables.

TABLE DES CHAPITRES

DU VOLUME SOUS PRESSE.

CHAPITRE PREMIER.

Appendice donnant les résultats de l'analyse chimique de divers produits naturels du territoire de la république de l'Uruguay.

§ I.

Population : Recensement fait à Montevideo en 1803, 77 ans après la fondation de cette ville. — Recensement pour la république, fait en juin 1829. — Recensement fait en 1835.

Extrait de recensement pour le département de Montevideo. — Divers tableaux démontrant le mouvement de l'immigration européenne à Montevideo. — Recensement fait en octobre 1843.

§ II.

Tableau n° 1. Naissances dans les années 1820, 1830, et inclus 1838, avec une annexe spéciale.

— — 2. Mortalité pour les mêmes années, y compris 1839.

— — 3. Mariages id. id.

— — 4. Naissances et décès de 1835 à 1839.

— — » Mortalité par saisons.

— — » Naissances par saisons.

Observations analytiques sur ces tableaux.

CHAPITRE SECOND.

Progrès matériel.

Tableau général des portes et fenêtres soumises à l'impôt. — Plans topographiques des deux villes ancienne et nouvelle de Montevideo. — Fondation de la ville projetée Victoria. — Tableau des constructions faites durant le siége. — Notice sur les édifices situés entre le mur d'enceinte et les postes avancés. — Tableau du prix moyen de la propriété territoriale de 1830 à 1835 et de 1836 à 1840. — Tableau des bateaux et charrettes employés au mouvement journalier. — Charretiers et portefaix. — Prix courants des salaires pour divers métiers. — Consommation du pain et de la viande dans Montevideo, y compris le bétail tué pour la préparation de la viande salée. — Cadastre dressé en 1835. — Nombre des maisons de la ville de Montevideo. — Leur valeur en 1836. — Permis accordés pour bâtir de 1835 à 1842. — Tableau des établissements de commerce et d'industrie dans le département de Montevideo. — Nombre et valeur des patentes de 1836 à 1842.

CHAPITRE TROISIÈME.

Commerce d'importation et d'exportation.

§ I.

Époque de la domination espagnole et portugaise. — Divers tableaux.

§ II.

Époque de l'indépendance. — Divers tableaux et analyse.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Civilisation.

Établissements de charité, de bienfaisance, de correction et d'instruction.

§ I.

Hôpital de la Charité et tour pour les enfants trouvés. — Historique et tableaux.

§ II.

Hôpitaux fondés depuis qu'a commencé le siége de Montevideo, le 16 février 1843.

§ III.

Société philanthropique des dames de Montevideo. — Hôpital tenu à leurs frais et sous leur surveillance immédiate.

§ IV.

Dépôt des invalides.

§ V.

Secours publics.

§ VI.

Prisons.

§ VII.

Bibliothèque publique et cabinets d'histoire naturelle.

§ VIII.

Nomenclature des rues et numérotage des portes, dans Montevideo.

§ IX.

Fêtes publiques.

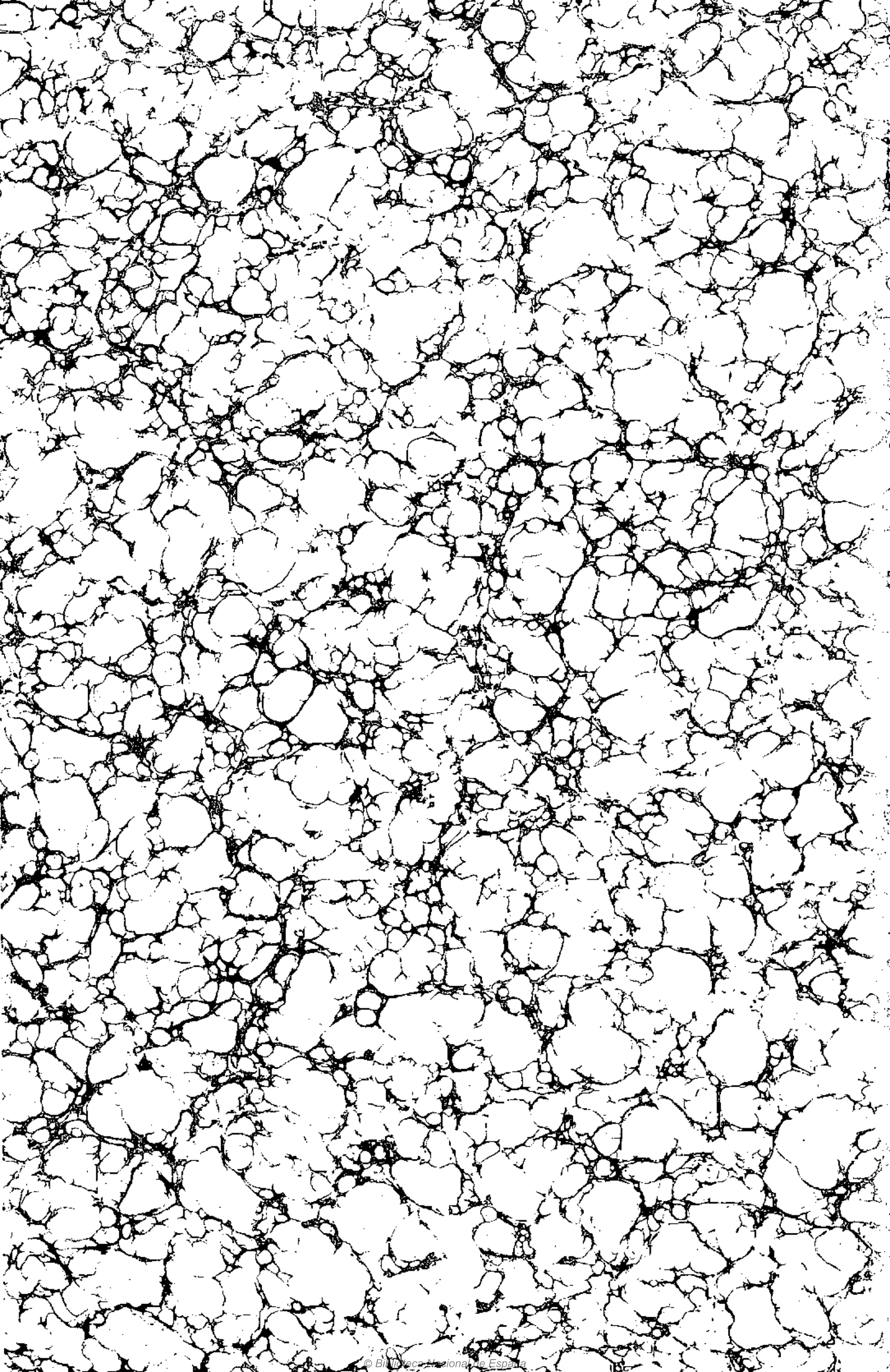
§ X.

Société historico-géographique.

§ XI.

Instruction publique.






BIBLIOTECA NACIONAL
BN
1000571618
85601153856011538